



## ANNEXE

Méthodologie .....	2
Échantillon .....	2
Limites de l'enquête .....	4
Questionnaire .....	5
Résultats .....	11
Section I : Votre profil et celui de votre entreprise .....	11
A- Votre profil .....	11
B- Votre entreprise .....	14
Section II : Vos conditions de travail .....	16
A- La situation actuelle .....	16
B - Votre avenir dans la filière .....	23
Intérêt par secteur en fonction du domaine d'activités et de la profession .....	30
Section III : Le secteur pétrolier et gazier face au changement climatique .....	35
A - Votre rapport au changement climatique .....	35
B - Votre vision de l'entreprise et de la puissance publique dans la transition .....	36



## Méthodologie

Cette enquête se fonde sur la diffusion d'un questionnaire en ligne à des travailleur·ses de l'industrie française du pétrole et du gaz, ainsi que la conduite d'entretiens durant l'année 2021.

Le questionnaire a été élaboré par les Amis de la Terre France, l'Institut Rousseau et l'Institut Veblen en collaboration avec des travailleur·ses du secteur. Celui-ci visait à documenter et mieux comprendre :

- les conditions de travail actuelles des salarié·es du secteur, la manière dont ils et elles ont été affecté·es par la crise du Covid et l'instabilité du marché du pétrole et du gaz ;
- leur vision de l'évolution de leur filière dans un contexte de transition énergétique, leurs envies, besoins et attentes en matière de reconversion ;
- leurs ressentis vis-à-vis de la stratégie de leur entreprise face au défi climatique et de l'État pour le secteur.

Les canaux de diffusion du questionnaire ont été de plusieurs ordres : relais sur les réseaux sociaux et par les canaux de communication des organisations à l'initiative du questionnaire, relais via des syndicats de l'industrie, publications sur les groupes Facebook d'écoles d'ingénieurs spécialisées ou de sections syndicales d'entreprises du secteur.

Les réponses ont été obtenues entre avril et octobre 2021. Au total, 266 personnes ont répondu au questionnaire. 15 entretiens complémentaires ont été menés en novembre et décembre 2021 auprès de répondant·es ayant accepté d'être recontacté·es afin d'approfondir leurs témoignages.

Les résultats publiés dans ce rapport sont la synthèse des réponses au questionnaire et aux entretiens. L'intégralité des résultats est disponible sur les sites internet des Amis de la Terre, de l'Institut Rousseau et de l'Institut Veblen.

## Échantillon

Dû à l'absence d'uniformité des chiffres sur le secteur et au manque de transparence, il est difficile d'évaluer la représentativité de notre échantillon. Les chiffres de EVOLEN, qui offre la source la plus détaillée en la matière - mais ne concerne que les entreprises parapétrolières et paragazières, nous fournit cependant quelques éléments de décryptage.

266 salarié·es du secteur pétrolier et gazier ont répondu à notre questionnaire.

- $\frac{2}{3}$  des personnes interrogées travaillent pour une entreprise parapétrolière ou paragazière (par exemple, Technip, Axens, Trapil) contre  $\frac{1}{3}$  pour des entreprises de production et de fourniture d'énergie (par exemple, TotalEnergies, Engie).
- 41 % des personnes interrogées exercent principalement dans le raffinage et la pétrochimie, 38 % dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, 15 % dans les transports, stockage et distribution des hydrocarbures. 6 % des répondant·es disent ne pas être rattaché·es à un



domaine spécifique de la filière. Selon EVOLEN, les entreprises parapétrolières et paragazières sont principalement présentes dans l'exploration-production et dans le transport-stockage (les entreprises interrogées par Evolen déclarent en moyenne réaliser 60 % de leur chiffre d'affaires et employer 77 % de leurs effectifs dans ces deux secteurs).

- 72 % sont des hommes et 28 % des femmes, ce qui correspond approximativement aux chiffres recensés par EVOLEN (75 % d'hommes et 25 % de femmes).
- 54 % des personnes interrogées travaillent au sein d'une entreprise de plus de 5000 salarié-es, 40 % dans une entreprise comprise entre 250 et 5000 salarié-es, 5,5 % dans une PME (entre 10 et 249 salariés) et 0,5 % dans une micro-entreprise (moins de 10 salariés). Par rapport aux entreprises parapétrolières, on constate une sous-représentation des petites et des moyennes entreprises. Selon EVOLEN, les petites entreprises représentent 59 % du secteur parapétrolier et les moyennes entreprises, 25 %.
- 73 % des personnes interrogées sont au minimum titulaires d'un BAC+5 (master, doctorat, diplôme de Grande École), 18 % ont un BAC+2 (DUT, BTS, licence) et 9 % ont un BAC ou un diplôme inférieur. Par rapport aux entreprises parapétrolières, on constate une surreprésentation des personnes à haut niveau de diplômes. Selon EVOLEN, elles sont 45% à avoir un niveau master et 28% à avoir un BAC ou un diplôme inférieur.
- 77 % des personnes interrogées sont des CPIS (Cadres et professions intellectuelles supérieures), contre seulement 2 % d'ouvriers. Nous avons donc affaire à des personnes plutôt haut placées dans la hiérarchie, avec des rôles d'encadrement et qui, pour beaucoup, ne travaillent pas sur des sites industriels.  
Répartition : 77 % CPIS / 14 % professions intermédiaires / 7 % employés / 2 % ouvriers
- La profession la plus représentée dans notre échantillon, avec 46 % des personnes interrogées, est celle d'ingénieur. Parmi les autres types de métiers, 13 % travaillent dans l'administration de leur entreprise (direction, services généraux, fonctions support) et 12 % dans les opérations.

Par ordre décroissant :

- Ingénieurs : 46 %
  - Administration d'entreprise (direction, services généraux, fonctions support) : 13 %
  - Opérations : 12 %
  - Gestion de projet : 7 %
  - Maintenance/inspection : 6 %
  - Construction : 6 %
  - R&D : 3 %
  - Commercial : 3 %
  - HSE (Hygiène Sécurité Environnement) : 3 %
  - Logistique : 2 %
- 15 % seulement des personnes interrogées sont syndiquées. Lorsqu'on demande à celles qui ne le sont pas les raisons, 46 % répondent qu'elles n'en ont pas besoin et 27 % qu'elles ne se sentent pas représentées par les syndicats actifs. Ce taux est légèrement supérieur la moyenne nationale (10,3 %). Le taux de syndicalisation dans le secteur n'est pas connu. Cette légère surreprésentation peut être expliqué par la méthode de diffusion du questionnaire, en partie relayée par des syndicats.



- 51 % des personnes interrogées sont en milieu de carrière (entre 35 et 50 ans). 27 % ont entre 25 et 35 ans, 19 % plus de 50 ans et 3 % entre 18 et 25 ans.
- 82 % des répondants ont au moins 5 ans d'expérience dans le secteur et 60 % de notre échantillon est même dans l'industrie depuis plus de 10 ans. Répartition : 60 % plus de 10 ans dans l'industrie / 22 % entre 5 et 10 ans / 10 % entre 2 et 5 ans / 5 % 1 à 2 ans / 2 % moins d'un an
- Plus de 90 % des personnes interrogées sont en CDI. 3 % sont consultants ou indépendants, 3 % sont en CDD et les 4 % restants ont un autre statut (apprentissage, stage, intérim, CDI de chantier).
- Au sein de notre échantillon, les répondant·es exercent principalement dans des entreprises françaises, et dans des structures officiant dans le pétrole (bien que le secteur du gaz soit lui aussi représenté). 165 personnes ont accepté de préciser le nom de l'entreprise pour laquelle elles travaillent. Les trois principales entreprises représentées sont de loin Technip (la distinction entre Technip FMC et Technip Energies n'a pas toujours été faite), Axens et TotalEnergies. Le groupe Engie, si l'on inclut ses différentes filiales, est également assez bien représenté. Parmi les répondant·es, on trouve également des salarié·es de Trampil, Fives Cryogenics, Schlumberger, Baker Hughes, Vallourec, Actemium, Air Liquide, Subsea 7 ou encore BP, Perenco, ENI, ExxonMobil, Shell, Equinor.
- 89 % des personnes interrogées travaillent en France, dont une majorité au sein des sièges sociaux ou des quartiers généraux de leurs entreprises. Parmi les 11 % des répondants travaillant à l'étranger, 10 sont en Europe (Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique...), 7 dans la Péninsule Arabique (Qatar, Emirats Arabes Unis), 6 en Afrique (Angola, Cameroun, Congo...) et 5 déclarent être en déplacement dans divers pays du monde.

## Limites de l'enquête

Il convient de noter que cette enquête exploratoire n'est pas basée sur un échantillon représentatif et ne saurait garantir la représentativité parfaite de l'ensemble des travailleurs de l'industrie pétro-gazière française, par ailleurs difficile à caractériser.

On observe par exemple parmi les répondant·es une surreprésentation des cadres et hauts diplômés par rapport aux standards du secteur. Un biais qui s'explique en bonne partie, d'après les retours des enquêté·es elles-mêmes et eux-mêmes, par la plus grande disponibilité des cadres et ingénieur·es aux sollicitations numériques.

On constate également la présence particulièrement importante des salarié·es issus de quatre grandes entreprises (Axens, Technip et TotalEnergies et Engie), ce qui peut avoir pour effet de déformer légèrement la perception générale du secteur au prisme de ces entreprises et de leurs enjeux. Cette surreprésentation peut probablement s'expliquer par le mode de diffusion du questionnaire, partiellement tributaire de la coopération de groupes internes aux entreprises sollicitées (syndicats, groupes Facebook de salariés).



Enfin, bien qu'aucune donnée ne permette d'objectiver cette situation par rapport à la moyenne des employés du secteur, on relève une forte sensibilité parmi les répondant-es aux enjeux de transition écologique. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées à ce propos : il est possible que le sujet et l'origine du questionnaire (les Amis de la Terre ont mené cette enquête publiquement et n'ont jamais caché leur identité) aient attiré des personnes déjà en questionnement sur les enjeux de la transition écologique et la transformation de leur secteur. Cela peut également simplement être le fait d'une sensibilité généralisée aux enjeux écologiques. De multiples études ont documenté la croissance de la sensibilité écologique ces dernières années dans la population en général.

## Questionnaire

### I) Votre profil et celui de votre entreprise

Les questions suivantes visent à mieux comprendre qui vous êtes et le profil de l'entreprise pour laquelle vous travaillez. Si vous avez récemment quitté votre poste, renseignez les réponses selon votre poste précédent.

#### A - Votre profil

Obligatoire Choix unique	1. Quel âge avez-vous ? 1. 16-18 ans 2. 18-25 ans 3. 25-35 ans 4. 35-50 ans 5. Plus de 50 ans
Obligatoire Choix unique	2. Vous êtes : a. Un homme b. Une femme c. Je m'identifie comme [text box]
Obligatoire Choix unique	3. Depuis combien de temps travaillez-vous dans le secteur pétrolier ou gazier ? a. Moins de 6 mois b. Moins d'1an c. 1 à 2 ans d. 2 à 5 ans e. 5 à 10 ans f. Plus de 10 ans
Obligatoire Choix unique	4. Sous quel type de contrat travaillez-vous ? a. Apprentissage b. Intérim c. CDD de moins de 6 mois d. CDD 6 mois à 1 an e. CDD 1 à 2 ans f. CDI g. Autres (contrats jeunes, contrat insertion...) : [préciser]

# POUR UNE TRANSITION JUSTE

VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



Obligatoire  Choix unique	5. Quel est votre niveau de formation ? a. Certificat d'études primaires (CEP) b. CAP, BEP, BEPC, BEPS, Brevet élémentaire, Brevet des collèges c. Brevet de technicien, Brevet professionnel, BEI, BEC, BEA d. Baccalauréat technologique ou professionnel e. Baccalauréat général f. BTS, DUT, DEST, DEUG, Licence g. 2ème ou 3ème cycle universitaire (Master, Doctorat), Grande École h. Je ne suis pas titulaire d'un diplôme d'Etat
Obligatoire  Choix unique	6. Quelle est votre catégorie socio-professionnelle ? a. Chefs d'entreprise b. Cadres et professions intellectuelles supérieures c. Professions intermédiaires (administratives et commerciales des entreprises ; techniciens ; contremaîtres, agents de maîtrise) d. Employés e. Ouvriers qualifiés f. Ouvriers non qualifiés g. Autres : préciser
Obligatoire  Choix unique	7. Quelle est votre profession ? a. Commercial b. Procédé c. Ingénierie d. Construction e. Opération f. Maintenance/Inspection g. Management de projet h. Déconstruction i. Recherche et développement j. Hygiène - Qualité - Sécurité - Environnement k. Administration (Communication, Services généraux, Finance et assurance, RH, Informatique/IT, juridique, Service médical) l. Autre (préciser)
Obligatoire  Choix unique	8. Etes-vous membre d'un syndicat ? a. Non b. Oui, CGT c. Oui, CFTD d. Oui, FO e. Oui, CFE-CGC f. Autre
Obligatoire  Choix unique	9. Si non, pourquoi n'êtes-vous pas syndiqué ? a. Il n'y a pas de syndicat actif dans mon entreprise b. Je ne me sens pas représenté par les syndicats actifs c. Je n'en ai pas besoin d. J'ai eu de mauvaises expériences en la matière e. Autre [préciser]



## B - Le profil de l'entreprise dans laquelle vous travaillez

Obligatoire Choix unique	10. Pour quel type d'entreprise travaillez-vous ? a. Une major/un pétrolier (ex : Total, Shell, Engie...) b. Une société de service/une entreprise parapétrolière ou paragazière (Technip, Vallourec, CGG, Saipem...) c. Autre
Obligatoire Choix unique	11. Quelle est la taille de votre entreprise ? a. Grande entreprise (plus de 5000 salariés) b. Entreprise de Taille Intermédiaire (250 à 4999 salariés) c. Petites et moyennes entreprises (PME - 10 à 250 salariés) d. Microentreprises (moins de 10 salariés)
Obligatoire Choix multiples	12. Quel(s) est ou sont le(s) domaine(s) d'activité principale de votre entreprise ? a. Exploration - Production b. Raffinage - Pétrochimie c. Transport - Stockage d. Autre
Optionnel	13. Quel est le nom de votre entreprise ?
Obligatoire Choix unique	14. Où se situe votre lieu de travail ?/quel est le code postal ou pays dans lequel vous travaillez ? a. En France : donner le code postal b. A l'étranger : le pays

## II) Vos conditions de travail et votre avis sur la situation actuelle de la filière

### A - La situation actuelle

Obligatoire Grille avec échelle de 1 à 5	15. Sur une échelle de 1 (pas du tout) à 5 (très satisfait), êtes vous satisfait de : i.votre salaire ii.la sécurité de l'emploi iii.vos conditions de travail iv.vos compétences v.vos perspectives d'évolution dans l'entreprise vi.votre rythme de travail
Optionnel réponse longue	16. Vous pouvez nous en dire plus : text box
Obligatoire Échelle de 1 à 5	17. Sur une échelle de 1 (pas du tout) à 5 (totalement), comment la pandémie de Covid a-t-elle impacté vos conditions de travail ?

# POUR UNE TRANSITION JUSTE

VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



Obligatoire Choix multiples	18. De quelle manière la pandémie a-t-elle impacté vos conditions de travail ? a. Je suis passé en chômage partiel b. J'ai été licencié c. Je fais partie d'un plan de restructuration d. J'ai subi du stress dû à la baisse des commandes et/ou de la production e. Je suis passé en 100% télétravail f. Mes conditions de travail se sont améliorées - vous pouvez préciser : [text box] g. Autre - vous pouvez préciser : [text box]
Obligatoire Choix unique	19. Estimez-vous que le secteur du pétrole et du gaz est en crise ? a. Oui, tout à fait b. Oui, plutôt c. Non, pas trop d. Non, pas du tout e. Je ne sais pas
Obligatoire Choix unique	20. Si oui, pensez-vous que la crise est plutôt liée à la pandémie de Covid-19 ou à des problèmes préexistants ? a. La crise actuelle est principalement liée à la pandémie de Covid b. La pandémie de Covid est un facteur aggravant d'une crise plus profonde c. La crise actuelle résulte principalement de problèmes préexistants d. Je ne sais pas e. Non concerné (je ne pense pas que le secteur soit en crise)
Optionnel Réponse longue	21. Vous pouvez détailler votre avis sur la crise ou l'absence de crise dans le secteur pétrolier et gazier :

## B - Votre avenir dans la filière

Obligatoire Choix unique	22. Seriez-vous prêt à vous reconverter dans un autre domaine que le secteur pétrolier ou gazier ? a. Oui b. Non c. Je ne sais pas
Obligatoire Grille avec notation de 1 à 5	23. Si vous étiez amené à vous reconverter, à quel point les critères suivants seraient-ils plus importants pour vous ? Sur une échelle de 1 (pas du tout) à 5 (beaucoup) a. Le salaire et les avantages (Comité d'entreprise, mutuelle, tickets restaurants...) b. Les conditions de sûreté et les implications en termes de santé c. Le rythme de travail (horaires, jours de repos) d. Une localisation proche de votre lieu de vie actuel e. La sécurité de l'emploi (durée/type de contrat, stabilité du secteur, etc.) f. Un poste qui me plaît g. Un travail utile et qui a du sens pour moi / la société h. Autres [préciser] i. Non concerné (je ne souhaite pas me reconverter)



<p>Obligatoire</p> <p>Grille avec notation de 1 à 5 ?</p>	<p>24. Si vous pouviez être formé et accompagné pour travailler dans un autre secteur de l'énergie, quel type de domaine vous intéresserait-il ?</p> <p>a. Capture et stockage de carbone - 1-2-3-4-5</p> <p>b. Renforcement des réseaux électriques 1-2-3-4-5</p> <p>c. Photovoltaïque 1-2-3-4-5</p> <p>d. Eolien terrestre 1-2-3-4-5</p> <p>e. Eolien en mer 1-2-3-4-5</p> <p>f. Technologies liées aux batteries 1-2-3-4-5</p> <p>g. Géothermie 1-2-3-4-5</p> <p>h. Je n'ai pas encore d'idée précise</p> <p>i. Non concerné (je ne souhaite pas me reconvertir)</p>
	<p>25. Pensez-vous qu'il est possible de vous reconvertir en restant dans votre entreprise ?</p> <p>a. Oui, j'ai confiance en mon entreprise pour faire évoluer son modèle économique</p> <p>b. Oui, je suis plutôt confiant vis-à-vis de mon entreprise</p> <p>c. Non, je pense devoir changer d'entreprise</p> <p>d. Non, je suis certain de devoir changer d'entreprise</p> <p>e. Je ne sais pas</p> <p>f. Non concerné (je ne souhaite pas me reconvertir)</p>
<p>Obligatoire</p> <p>Grille avec notation de 1 à 5 ?</p>	<p>26. Si vous pouviez être formé et accompagné pour travailler dans un tout autre secteur, quel type de domaine vous intéresserait-il ?</p> <p>a. Agriculture - pêche 1-2-3-4-5</p> <p>b. Artisanat 1-2-3-4-5</p> <p>c. Industrie - Construction 1-2-3-4-5</p> <p>d. Commerce - services 1-2-3-4-5</p> <p>e. Recherche - Innovation 1-2-3-4-5</p> <p>f. Autre</p> <p>g. Non concerné (je ne souhaite pas me reconvertir)</p>
<p>Optionnel</p>	<p>27. Pourquoi souhaitez-vous continuer à travailler dans ce secteur ?</p> <p>[Text box]</p>

### III) Le secteur pétrolier et gazier face au changement climatique

#### A - Votre rapport au changement climatique

<p>Obligatoire</p> <p>Choix unique</p>	<p>28. A titre personnel, considérez-vous que le changement climatique est un problème sérieux ?</p> <p>a. Oui, très sérieux</p> <p>b. Oui, sérieux</p> <p>c. Non, ce n'est pas un problème sérieux</p> <p>d. Je ne sais pas</p>
--	--



Obligatoire	29. Pensez-vous que le changement climatique et les politiques publiques (nationales et internationales) mises en place pour lutter contre celui-ci menacent votre emploi ?
Choix unique	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. Oui, tout à fait</li> <li>b. Plutôt oui</li> <li>c. Plutôt non</li> <li>d. Non, pas du tout</li> <li>e. Je ne sais pas</li> </ul>

**B - Votre vision de l'entreprise et de la puissance publique dans la transition**

Obligatoire	30. Pensez-vous que votre entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux ?
Choix unique	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. Oui, tout à fait</li> <li>b. Plutôt oui</li> <li>c. Plutôt non</li> <li>d. Non, pas du tout</li> <li>e. Je ne sais pas</li> </ul>
Optionnel	31. Si oui, que met-elle en place pour faire évoluer son modèle économique ?
Réponse longue	
Optionnel	32. Si non, que devrait-elle faire selon vous ?
Réponse longue	
Optionnel	33. Selon vous, à quoi pourraient ressembler des politiques de décarbonation ou des mesures de reconversion pour votre secteur ?
Réponse longue	
Obligatoire	34. Pensez-vous que les pouvoirs publics (Etat, régions) agissent suffisamment pour votre secteur ?
Choix unique	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. Oui, tout à fait</li> <li>b. Plutôt oui</li> <li>c. Plutôt non</li> <li>d. Non, pas du tout</li> <li>e. Je ne sais pas</li> </ul>
Optionnel	35. Qu'attendez-vous de l'Etat vis-à-vis de votre secteur dans le cadre de la relance post-covid et de la transition énergétique (garantie à l'emploi, mesures d'accompagnement à la reconversion...) ?
Réponse longue	
Optionnel	36. Qu'attendez-vous de votre région vis-à-vis de votre secteur dans le cadre de la relance post-covid et de la transition énergétique (formations, etc.) ?
Réponse longue	



## VI) Merci !

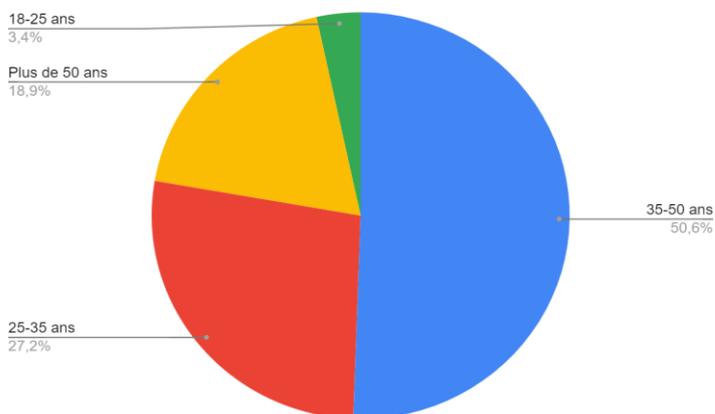
Obligatoire Choix unique	37. a. b.	Acceptez-vous d'être recontacté ? Oui Non
Optionnel Réponse courte	38.	Quelle est votre adresse mail ?

## Résultats

### Section I : Votre profil et celui de votre entreprise

#### A- Votre profil

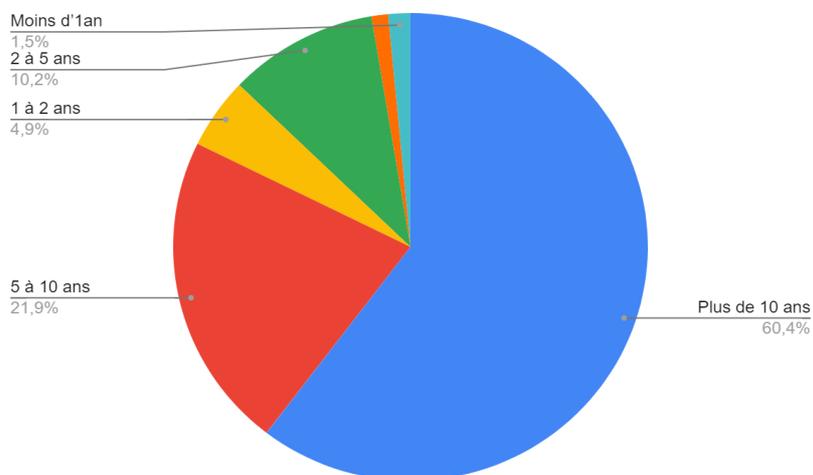
- **72% des personnes interrogées sont des hommes** et 28% sont des femmes.
- **51% des personnes interrogées sont en milieu de carrière (entre 35 et 50 ans)**, 27% entre 25 et 35 ans, 19% plus de 50 ans et 3% entre 18 et 25 ans.



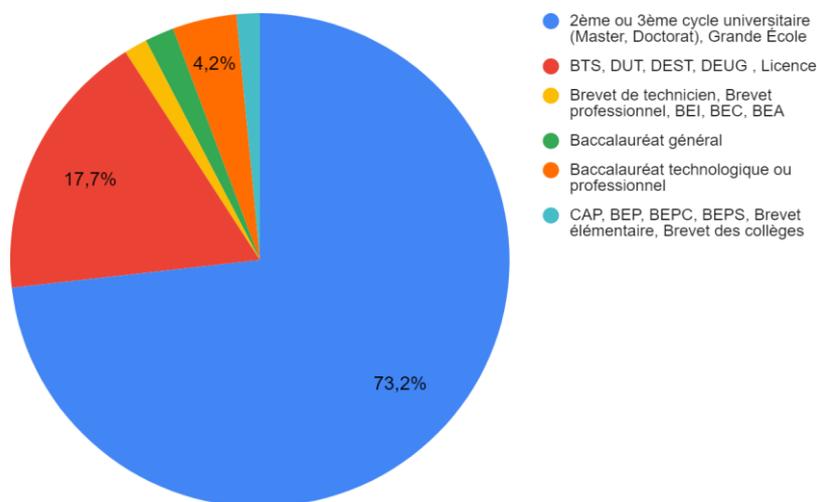
- 60% des personnes interrogées sont dans l'industrie depuis plus de 10 ans, et 22% depuis 5 à 10 ans. **Les personnes ayant au moins 5 ans d'expérience dans le secteur représentent donc 82% de notre échantillon.**

# POUR UNE TRANSITION JUSTE

## VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR·SES DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



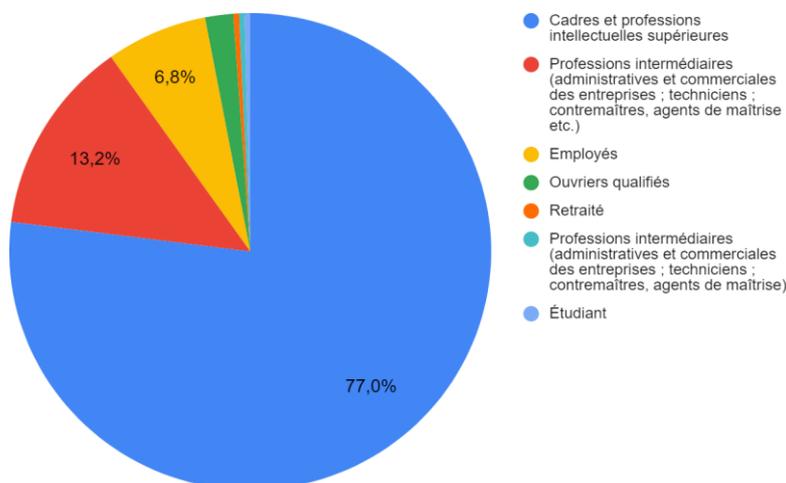
- **Plus de 90% des personnes interrogées sont en CDI.**
- **73% des personnes interrogées sont au minimum titulaires d'un BAC+5** (master, doctorat, diplôme de Grande École) et 18% sont titulaires d'un BAC+2 (DUT, BTS, licence).



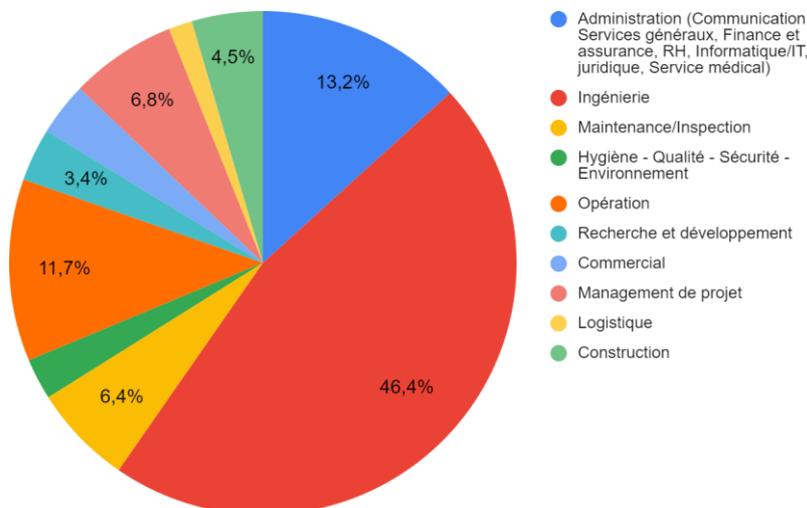
- **77% des personnes interrogées sont des CPIS** (Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures), 13% exercent des professions intermédiaires, 7% sont des employés et **seulement 2% d'ouvriers**.

# POUR UNE TRANSITION JUSTE

## VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



- La profession la plus représentée dans notre échantillon, avec **46% des personnes interrogées**, est celle d'**ingénieur**. Parmi les autres métiers que l'on retrouve fréquemment, **13% des personnes** travaillent dans l'**administration de leur entreprise** (direction, services généraux, fonctions support) et 12% dans les opérations. Moins représentées, 7% font de la gestion de projet, 6% de la maintenance/inspection, 5% de la construction et 3% de la R&D, du commercial ou de l'HSE (Hygiène Sécurité Environnement) et un peu moins de 2% font de la logistique.



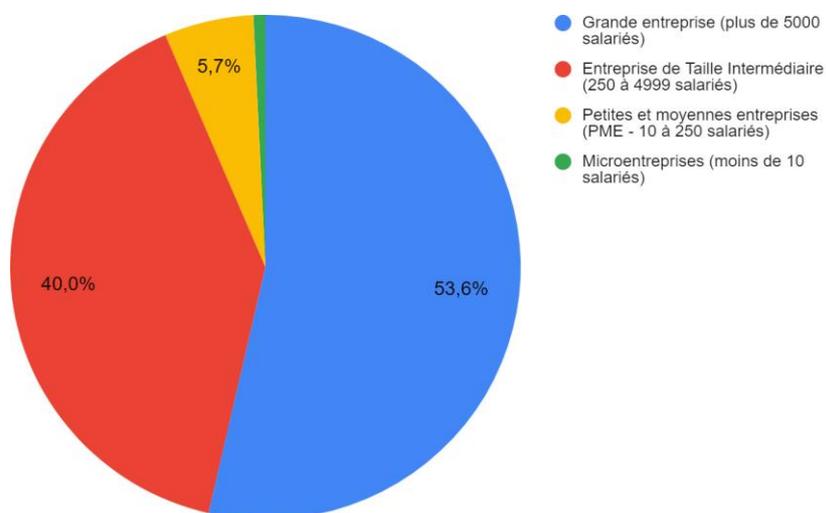
- 15% seulement des personnes interrogées sont syndiquées**. 5% sont à la CFDT, 5% à la CGT, 3% à la CFE-CGC, 3 personnes sont chez FO et 2 personnes sont syndiquées dans des structures étrangères (Pays-Bas et Norvège). Lorsqu'on leur demande pourquoi elles ne sont pas syndiquées, sur 224 personnes, **46% répondent qu'elles n'en ont pas besoin**, **27% qu'elles ne se sentent pas représentées par les syndicats actifs**, 4% (soit 9 personnes) ont eu de mauvaises expériences en la matière. Parmi les 23% restantes, une petite dizaine de personnes se disent proches des syndicats ou sympathisantes mais n'en sont pas membres pour autant. Quelques-unes invoquent un manque de temps, le fait de ne pas y avoir pensé ou bien une arrivée trop récente (voire le fait que personne n'est venu vers elles). 4 personnes l'expliquent par le fait



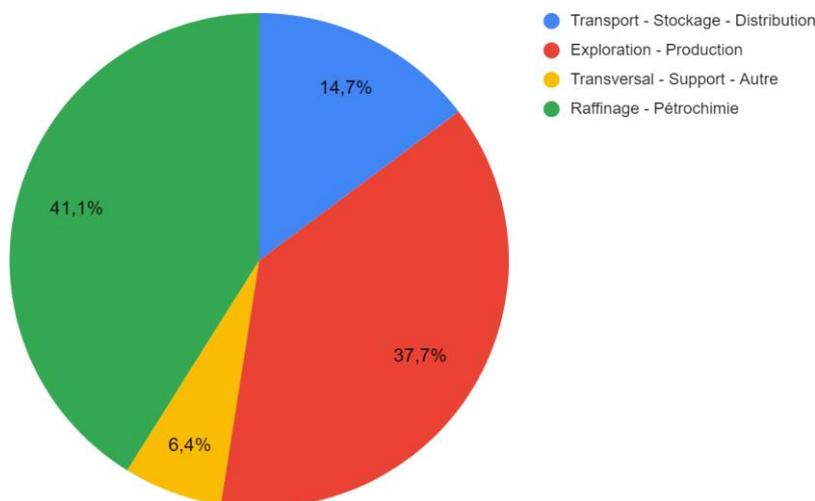
qu'elles vivent à l'étranger, ou qu'elles sont elles-mêmes étrangères, tandis que 2 personnes déplorent la "nullité" des syndicats.

## B- Votre entreprise

- **66% des personnes interrogées travaillent pour une société de services ou une entreprise parapétrolière ou paragazière** (ex : Technip, Vallourec, CGG, Saipem...), 33% pour une major, un pétrolier ou un gazier (ex : TotalEnergies, Shell, Engie...) et 3 personnes exercent dans des entreprises qui ne sont pas directement actives dans l'industrie (banque, institut de formation, société de rénovation énergétique rachetée par TotalEnergies).
- **54% des personnes interrogées travaillent au sein d'une entreprise de plus de 5000 salariés** et 40% dans une entreprise comprise entre 250 et 5000 salariés. **Moins de 6% travaillent dans une PME** et une infime minorité dans une microentreprise ou à leur compte.



- Parmi les principaux domaines d'activité de l'industrie gazière et pétrolière, **41% des personnes interrogées exercent principalement dans le raffinage et la pétrochimie, 38% dans l'exploration et la production d'hydrocarbures**, 15% dans le transport, le stockage et/ou la distribution de ces hydrocarbures, tandis qu'une petite partie de ces dernières (6%) exercent pour le compte de sociétés offrant des fonctions support sur l'ensemble de ces sous-secteurs.

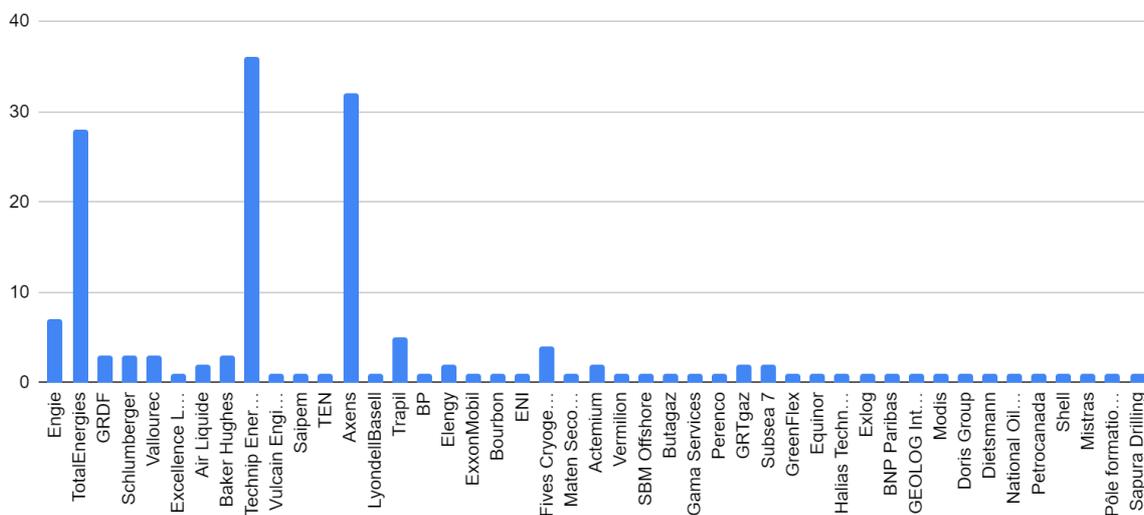


56 personnes ont souhaité préciser le domaine d'activité dans lesquelles elles exercent. Parmi les domaines d'activité dans lesquels elles s'identifient plus particulièrement, **une dizaine de personnes spécifient "l'ingénierie"** (principalement des personnes travaillant pour **Technip Energies**). Quelques personnes, travaillant essentiellement pour **Axens**, **mentionnent des activités variées (bailleur de licences, producteur de catalyseurs, fournisseur de technologies, réalisation de procédés industriels)**.

Plusieurs personnes disent travailler respectivement dans la maintenance, dans les opérations, la vente d'énergie, le transport par pipeline (Trapil en particulier), dans les infrastructures gazières telles que les terminaux méthaniers. Parmi les domaines cités une seule fois, on recense une diversité d'activités : robinetterie, conception, construction, prestataires nucléaires, réparation et fabrication d'unité de production, fabrication d'échangeurs thermiques, contrôle qualité, fabrication d'usines, bureau d'études, conception-fabrication-mise en oeuvre d'infrastructures sous-marines, monitoring environnemental, EPC (création de contrats clés en main pour des projets multi-acteurs), l'installation, l'exploitation, l'édition de logiciels exploration-production ou encore la formation.

Enfin, il est à noter que **plusieurs personnes précisent que leur entreprise ou elles-mêmes exercent dans plusieurs voire dans chacun des principaux domaines d'activité de l'industrie**.

- 165 personnes ont accepté de préciser le nom de l'entreprise pour laquelle elles travaillent. **Les principales entreprises représentées dans notre questionnaire sont Technip (36), Axens (32) et TotalEnergies (28)**. Le **groupe Engie**, si l'on inclut ses filiales, est également assez bien représenté avec 14 personnes (7 directement pour Engie, 3 pour GRDF, 2 pour Elengy, 2 pour GRTgaz). Derrière, on retrouve Trapil (5), Fives Cryogenics (4), Schlumberger (3), Baker Hughes (3) ou encore Vallourec (3), Actemium (2), Air Liquide (2), Subsea 7 (2). Parmi les entreprises mentionnées une seule fois, on trouve **plusieurs gros acteurs du pétrole** (BP, Perenco, ENI, ExxonMobil, Shell, Equinor). Au sein de notre échantillon, nous avons **principalement des entreprises françaises** et exerçant principalement dans le **pétrole**, bien que le secteur du gaz soit représenté.



- **89% des personnes interrogées travaillent en France**, dont une majorité dans les Hauts-de-Seine du côté de La Défense, ce qui laisse supposer qu'elles travaillent au sein des **sièges ou aux quartiers généraux de leurs entreprises**.

Parmi les 29 personnes restantes, 10 travaillent en Europe (2 Belgique, 2 Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège, Monaco, Hongrie, Suisse, Russie), 7 dans la Péninsule Arabique (5 au Qatar et 2 aux EAU), 6 en Afrique (2 Angola, Cameroun, Sénégal, RDC, Congo), une en Chine et cinq autres déclarent être en déplacement dans divers pays du monde.

## Section II : Vos conditions de travail

### A- La situation actuelle

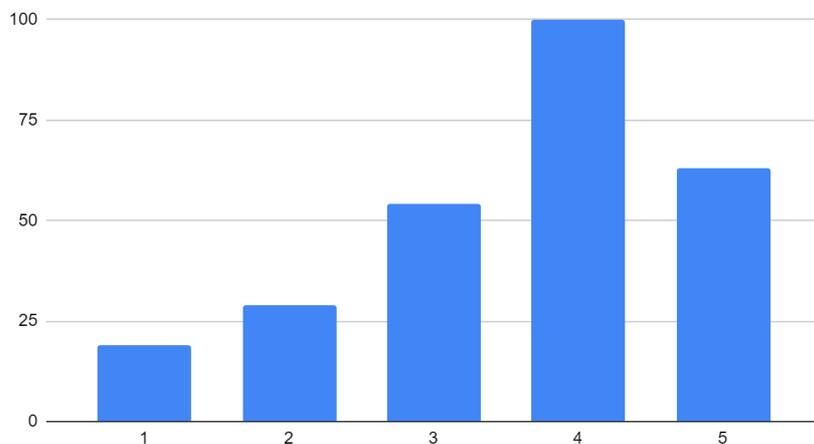
#### Satisfaction au travail

Lorsqu'on les interroge sur leur satisfaction au travail, les personnes interrogées sont **plus nombreuses à plébisciter la sécurité de l'emploi et les conditions de travail**. Le rythme de travail suscite des réactions mitigées tandis que **les perspectives d'évolution de carrière au sein de l'entreprise font essentiellement l'objet d'une insatisfaction**.

En matière de **sécurité de l'emploi**, **62% de personnes sont satisfaites** (38% plutôt satisfaites et 24% très satisfaites), contre seulement 18% qui s'estiment insatisfaites ou pas du tout satisfaites.

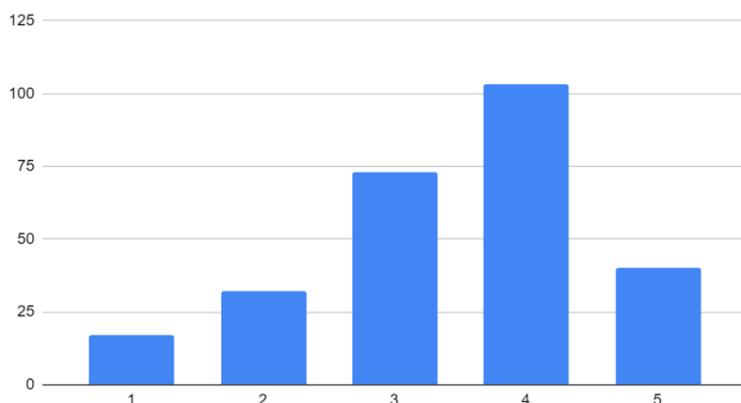


Sur une échelle de 1 à 5, êtes vous satisfait de : [La sécurité de l'emploi]



Concernant les **conditions de travail**, la **proportion de personnes satisfaites reste majoritaire** puisque cela concerne 54% des répondants, contre 28% de neutres et 18% d'insatisfaits.

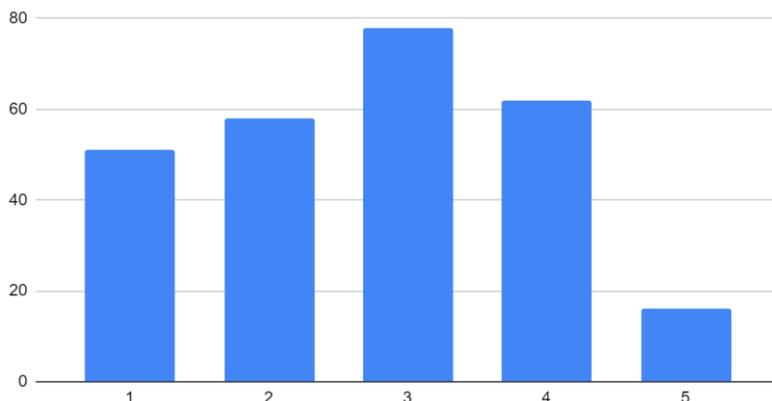
Sur une échelle de 1 à 5, êtes vous satisfait de : [Vos conditions de travail]



La question des **perspectives d'évolution dans l'entreprise suscite en revanche beaucoup moins d'enthousiasme**, puisque **41% des personnes sont insatisfaites** (22% plutôt insatisfaites et 19% pas du tout satisfaites) contre 30% de neutres et 29% de satisfaites (pour seulement 6% de très satisfaites). **La part des personnes satisfaites est encore plus faible chez les moins de 25 ans (22%) et les plus de 50 ans (22% également).**

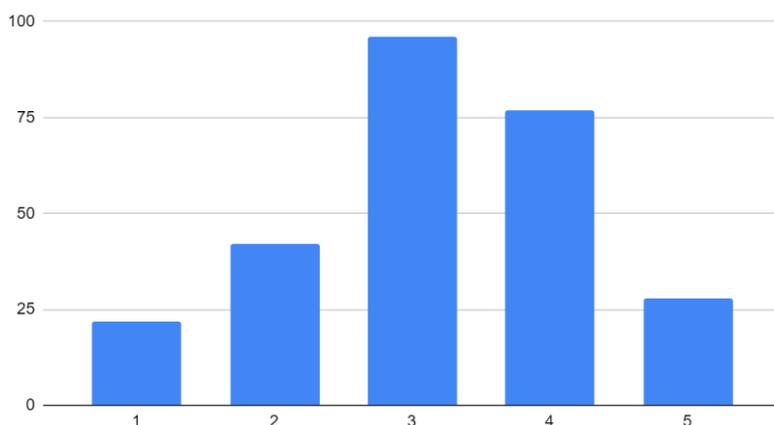


Sur une échelle de 1 à 5, êtes vous satisfait de : [Vos perspectives d'évolution dans l'entreprise]



Enfin, pour ce qui est du **rythme de travail**, les réponses sont relativement **mitigées**, avec 36% de personnes neutres, mais néanmoins une légère dominante de personnes satisfaites.

Sur une échelle de 1 à 5, êtes vous satisfait de : [Votre rythme de travail]



De manière générale, **les femmes de notre échantillon sont moins satisfaites que la moyenne des répondants**. Ainsi, 58% d'entre elles sont satisfaites de la sécurité du travail, 49% des conditions de travail et seulement 21% de leurs perspectives d'évolution de carrière.

#### ***Vous pouvez nous en dire plus sur votre situation professionnelle actuelle ? (74 réponses)***

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Licencié ou en procédure de licenciement
- Intensification du travail / burnout / maltraitance
- Bonnes conditions de travail / satisfaction / apprend beaucoup

*Témoignage 1 : "En ce moment je ne vois pas la crise, mon département est même très chargé et je reçois des offres d'emplois pour des missions en CDD. En revanche, les perspectives d'évolution à 5 ans sont mitigées car la transition et la formation pour les nouveaux secteurs (énergies renouvelables, CCUS) sont trop lentes, ou bien on sépare les gens qui travaillent sur les projets "conventionnels" de ceux "green".*



*Témoignage 2 : “Surchargée, on nous demande toujours plus avec de moins en moins de ressources humaines, dans des sites industriels qui se dégradent et qui m’ont conduit au burnout”.*

**Sur une échelle de 1 à 5, comment la pandémie de Covid a-t-elle impacté vos conditions de travail ?**

**56% des personnes interrogées estiment que la pandémie de Covid a impacté leurs conditions de travail** (22% très fortement et 34% fortement). 22% seulement des répondants estiment que la pandémie a peu ou très impacté ces conditions de travail.

**De quelle manière la pandémie a-t-elle impacté vos conditions de travail ? (262 réponses)**

La façon la plus courante dont la pandémie a impacté les conditions de travail des personnes interrogées est de loin le **télétravail à temps complet, qui a concerné 54% des répondants**. Deux tendances non négligeables ont été le stress subi en raison de la **baisse des commandes et de la production (20%)** et le **chômage partiel (19%)**.

**Seulement 5% des répondants disent avoir été licenciés** et 2% font l’objet d’un plan de restructuration. Pourtant, un nombre non négligeable de répondants estiment avoir subi une **augmentation de la charge de travail**, notamment en raison des **licenciements à gérer ou compenser**. **13% jugent que leurs conditions de travail se sont améliorées**, souvent en raison des possibilités offertes par le **télétravail** (éviter les transports et mieux organiser sa vie personnelle).

Répartition des réponses :

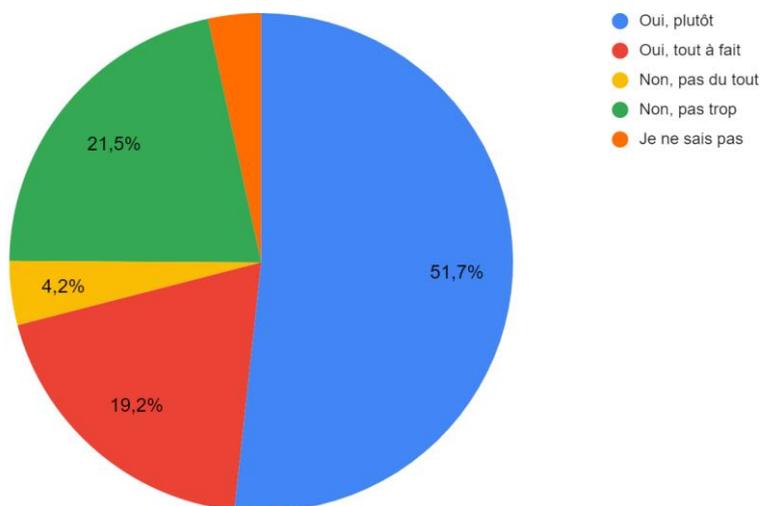
- Je suis passé en 100% télétravail : 142 (54%)
- J’ai subi du stress dû à la baisse des commandes et/ou de la production : 52 (20%)
- Je suis passé en chômage partiel : 51 (19%)
- Mes conditions de travail se sont améliorées : 35 (13%)
- J’ai été licencié : 11 (5%)
- Je fais partie d’un plan de restructuration : 6 (2%)

Principales catégories de réponses parmi celles ayant fait l’objet d’une précision (par ordre décroissant de récurrence) :

- Télétravail cool pour éviter les transports et mieux organiser ma vie perso
- Augmentation de la charge de travail (notamment due aux licenciements)
- Rotations plus longues
- Contraint au rapatriement ou au changement de lieu de travail
- Numérisation des procédures / évitement des déplacements

**Estimez-vous que le secteur du pétrole et du gaz est en crise ?**

**71% des personnes interrogées estiment que le secteur du pétrole et du gaz est en crise** (52% estiment qu’il est plutôt en crise et 19% pensent qu’il est tout à fait en crise).

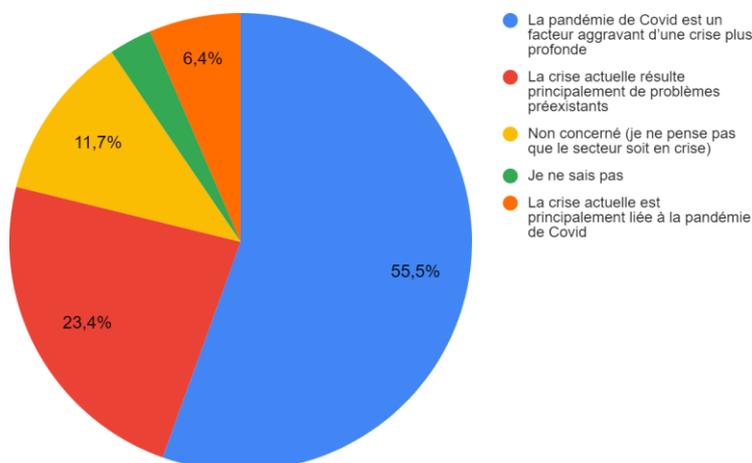


Les personnes travaillant dans le **raffinage et la pétrochimie** sont en moyenne plus convaincues de cette crise (75% d'entre elles) que celles travaillant dans l'exploration-production (68%) ou dans le transport-stockage-distribution (69%). **Les salariés des entreprises parapétrolières/gazières sont plus nombreux à voir le secteur en crise (73%) que leurs homologues des majors (66%).**

En termes de métiers, les personnes les plus persuadées de la crise de l'Oil&Gas sont celles qui travaillent dans les **opérations (81% d'entre elles) ainsi que les commerciaux (79%)**. Tandis que les ingénieurs se situent dans la moyenne, les personnes travaillant dans la maintenance/inspection (59%) et dans la construction (58%) sont moins convaincues de la réalité de cette crise. **Les ouvriers et employés de notre échantillon sont un peu plus convaincus que la moyenne du fait que le secteur est en crise (74% d'entre eux le pensent et 30% pensent même qu'il est tout à fait en crise)**. En revanche, les professions intermédiaires sont les moins convaincues de la réalité de ce phénomène (64%).

*Si oui, pensez-vous que la crise est plutôt liée à la pandémie de Covid-19 ou à des problèmes pré-existants ?*

Une majorité parmi les personnes interrogées (56%) estime que la pandémie de Covid a aggravé une crise déjà présente dans l'industrie, tandis que **23% des personnes pensent que les problèmes préexistants sont la principale raison de la crise** et que 6% pensent au contraire que c'est surtout le Covid qui est à l'origine des problèmes du secteur. Si l'on additionne les résultats, cela signifie que **79% des personnes jugent qu'il existait des problèmes avant la crise** et que 62% sont convaincues que la pandémie a causé des problèmes à l'industrie.



### Quels étaient les problèmes préexistants à la pandémie selon vous ? (141 réponses)

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Exigences écologiques de sortie progressive du gaz et du pétrole.
- Prix du baril brut de pétrole trop bas. Notamment en lien avec la guerre commerciale de surproduction entre l'OPEP et le schiste américain.
- Tensions géopolitiques qui rendent les cours volatiles.
- Concurrence des énergies renouvelables et du nucléaire. Certains dénoncent une focale excessive du gouvernement français sur l'électricité (nucléaire).
- Considération insuffisante de notre besoin de réduire la consommation. Risque de se tourner vers des secteurs extractifs (minerais, terres rares) tout aussi nocifs.
- Manque d'anticipation par les dirigeants de la reconversion de leur entreprise vers les renouvelables ("Tout pétrole avec refus de s'engager dans d'autres voies en utilisant les compétences qui peuvent être utiles dans les énergies vertes")
- Manque d'investissements/maintenance et concurrence des pays moins développés (notamment en termes de salaires), surtout en France et surtout dans le raffinage (délocalisations vers l'Asie notamment)
- Logique de profitabilité à court terme des investisseurs au détriment des besoins du secteur et des compétences des travailleurs. Pressurisation croissante des travailleurs, plus de travail et salaires qui stagnent. ("outil de raffinage vieillissant, quasi sans nouveau investissement depuis très longtemps, et marges de raffinage extrêmement faibles pour un pays avec un coup de main d'oeuvre relativement élevé")

Autres catégories de réponses :

- Législations de plus en plus restrictives (fin des moteurs thermiques, croissance des critères ESG, contraintes liées à la sécurité et à l'environnement)
- Pic de réserves bientôt atteint.
- Pas de crise (réserves encore fortes, besoins en approvisionnement énergétique).
- Pétrole bashing ("idéologie des écologistes politisés").
- Faible attractivité auprès des nouvelles générations.
- Manque de visibilité sur le mix énergétique futur et donc difficulté à se projeter sur les technologies appropriées ("Problématique de visibilité sur le paysage énergétique futur. Beaucoup d'idées mais peu de concret... incertitude sur la pérennité des filières envisagées pour réorienter l'activité")

*Témoignage : "On fait des annonces, des discours, de la communication, mais tout le secteur traîne des pieds. Plus on retarde le changement, plus celui-ci sera abrupt. Aujourd'hui, le secteur pétrolier et gazier crée les*



*conditions d'une crise à venir ; les bénéfiques qu'il essaye de maximiser aujourd'hui sont ceux qui l'empêcheront de se relever dans 5 ou 10 ans lorsqu'il y aura un tel coup d'arrêt qu'aucune adaptation ne sera possible".*

***Vous pouvez détailler votre avis sur la crise ou l'absence de crise dans le secteur pétrolier et gazier (77 réponses)***

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Il y aura encore une forte demande dans les prochaines décennies et d'ailleurs les carnets de commande sont pleins, notamment dans le gaz et la pétrochimie. ("Carnet de commandes plein, regain d'activité projet dans le LNG dû notamment à l'anticipation par les pays producteurs de la perspective long terme (30-50 ans) de forte décroissance de l'utilisation des énergies carbonées")
- Il y aura plutôt une "superposition énergétique" mais le secteur reste bien positionné. Encore besoins d'hydrocarbures (véhicules hybrides, pays en développement, pétrochimie) et capacité des majors à faire du renouvelable.
- La crise est un prétexte des dirigeants pour délocaliser (notamment pour les raffineries) ou baisser les salaires. ("A chaque fois les coupes budgétaires associées demeurent après la crise" "Il n'y a pas de crise. Fermer les outils de raffinage en France pour les ouvrir ailleurs dans le monde est une démagogie de politique économique")
- Manque d'anticipation de la reconversion écologique par les dirigeants qui privilégient les profits à court terme, et des majors qui restent assises sur leurs acquis et leur domination.
- Il faut d'abord faire baisser la demande et la consommation en hydrocarbures. C'est une hypocrisie de pointer du doigt le secteur Oil&Gas alors que l'on continue de vouloir surconsommer.

Autres catégories de réponses :

- Le secteur va devoir procéder à des mutations de modèles radicales s'il veut s'adapter et ne pas devoir céder sa place à des nouveaux entrants.
- Investissements dans les hydrocarbures ont pris du retard, notamment sur l'exploration de gisements
- Nécessité pour les travailleurs français d'aller travailler à l'étranger, là où il y a encore de la demande locale dans l'industrie (notamment raffinage et parapétrolier)
- Sentiment de crise car les contraintes environnementales sont plus rapides que prévu et stressent le top management
- Les crises sont cycliques et ce n'est pas forcément pire avec le Covid que d'habitude
- Problème d'évolution des métiers
- Les majors commencent à prendre en compte le changement climatique mais pas les compagnies nationales des pays émergents.
- Incertitude financière sur la rentabilité des investissements d'aujourd'hui dans les renouvelables
- Enjeu des entreprises parapétrolières de s'adapter dans le sens de la transition
- Total est best in class
- Renchérissement du gaz à cause de la privatisation de GDF
- La crise arrivera et c'est tant mieux
- Manque de reconnaissance du biogaz malgré ses contraintes (modèle économique qui conduit les éleveurs à agrandir leur installation, problème de sécurité des installations de méthanisation - fuite de digestat vers nappes phréatiques..)
- La capacité du secteur pétrolier et gazier à évoluer vers les d'énergies renouvelables est mal perçue et est sous-estimée
- La crise a eu du bon : faire réaliser les gabegies (restructurations,...), sensibiliser à la transition écologique (mais surtout les jeunes expats, pas les vieux cadres)
- Attention aux fausses bonnes alternatives : "Il faudra être attentifs aux solutions de rechange mises en place en espérant que le remède ne soit pas pire que le mal...! (ex : les éoliennes et autres voitures hybrides qui sont des scandales écologiques que les gens sont prêts à financer pour se donner bonne conscience et ne pas avoir à modifier leur train de vie...)



## B - Votre avenir dans la filière

### *Seriez-vous prêt à vous reconverter dans un autre domaine que le secteur pétrolier ou gazier ?*

**79% des personnes interrogées se sentent prêtes à se reconverter** dans un autre domaine que le secteur pétrolier ou gazier, 15% ne savent pas et **seulement 6% ne se sentent pas prêtes**.

Cette propension est légèrement plus forte dans l'exploration-production (82% de personnes prêtes à se reconverter) et le raffinage-pétrochimie (81%) que dans le transport-stockage-distribution (79%). **Les personnes travaillant dans le parapétrolier/gazier sont un peu plus nombreuses à être prêtes à se reconverter (81%) que celles issues des majors (76%)**, une variation qui s'explique par un différentiel de personnes indécises (17% chez les majors contre 12% chez les parapétroliers/gaziers).

En termes de métiers, les **commerciaux** (89%) et les **ingénieurs** (82%) sont au-dessus de la moyenne en matière de propension à se reconverter. Par ailleurs, aucun manager de projet ou personne travaillant dans la logistique dit ne pas être prêt.e à se reconverter. A l'inverse, certains métiers ont une proportion de personnes ne se voyant pas se reconverter supérieure à la moyenne, comme la **construction** (17% des répondants ne se sentent pas prêts) ou la **maintenance et inspection** (12%).

Parmi les **ouvriers et employés**, 65% seulement se disent prêts à se reconverter (contre 26% qui ne savent pas et 9% qui se disent pas prêts) : la proportion de travailleurs prêts à se reconverter semble donc **plus faible parmi les personnes qui sont moins haut placées dans la hiérarchie et moins qualifiées**.

Les personnes qui sont **dans l'industrie depuis plus de 10 ans** (77%) et celles qui le sont depuis 5 à 10 ans (79%) **sont moins nombreuses** à se sentir prêtes à se reconverter que celles qui y sont **depuis moins de 5 ans** (85%). On retrouve peu ou prou cette répartition concernant les âges. **Les personnes de plus de 50 ans sont moins nombreuses** (62%) que les 35-50 ans (84%) et que les moins de 35 ans (80%) à être prêtes à se reconverter. L'envie de se reconverter n'est **pas uniquement liée à une insatisfaction vis-à-vis de ses conditions de travail** : si les personnes étant très satisfaites de leur conditions de travail (note de 5 sur 5) comptent effectivement la plus faible proportion de gens prêts à se reconverter (68%), celles étant assez satisfaites (note de 4 sur 5) sont à l'inverse celles qui comptent la plus grande proportion de personnes souhaitant se reconverter (85%). Il n'existe par ailleurs **pas de corrélation entre le degré de satisfaction quant aux perspectives d'emploi dans son entreprise** et le fait d'être prêt à se reconverter hors de l'O&G.

Chez la plupart des répondants, se sentir prêt à se reconverter n'est pas non plus étroitement lié au sentiment de crise dans l'O&G, mais on observe toutefois une **corrélation entre le sentiment de crise sectorielle** et le fait de ne pas se dire prêt à se reconverter : les personnes qui estiment que le secteur n'est pas en crise sont 18% à ne pas être prêtes se reconverter contre 2% de celles qui estiment qu'il est tout à fait en crise. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, il n'existe **pas de corrélation entre le sentiment que son emploi est menacé et le fait de se sentir prêt à se reconverter hors O&G**. Les deux catégories comptant la plus grande proportion de personnes non prêtes à se reconverter sont celles qui pensent totalement que leur emploi est menacé (9%) et celles qui ne pensent pas du tout que leur emploi est menacé (8%). Il existe en revanche un **lien clair entre le fait d'estimer que l'État agit pour soutenir la transition du secteur** et le fait de ne pas vouloir se reconverter : 12% de ceux qui estiment que l'Etat agit pour la transition du secteur disent ne pas envisager une reconversion, tandis que seulement 3% de ceux qui estiment que l'Etat n'agit pas du tout sont opposés à une reconversion.

### *Si vous étiez amené à vous reconverter, à quel point les critères suivants seraient-ils plus importants pour vous ?*

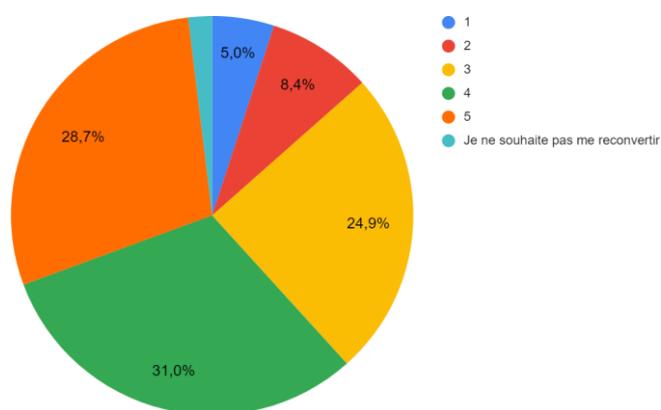
Parmi les propositions formulées, les propositions "Un travail qui me plaît" et "Un travail utile et qui a du sens pour moi / la société" sont de loin celles qui suscitent le plus d'adhésion.



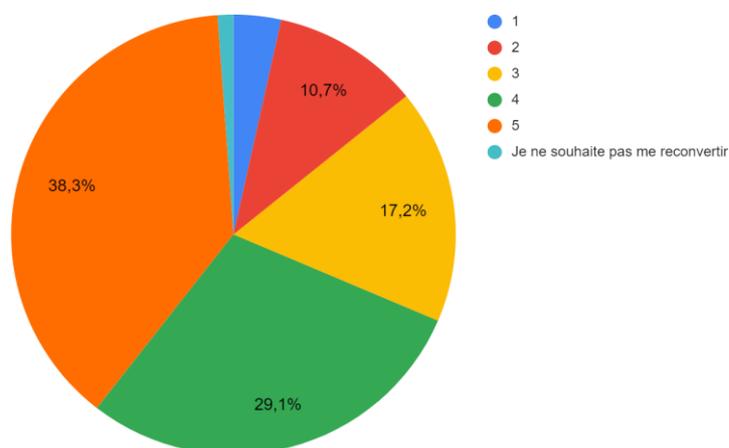
Ainsi, **pour 75% des personnes interrogées, exercer un travail utile et qui ait du sens pour soi ou pour la société est important**, voire même très important pour 54% des répondants. De même, 80% des personnes jugent qu'avoir **un poste qui leur plaît est important**, et **les 2/3 d'entre elles estiment même que c'est très important**, alors que seules 1% des personnes interrogées trouvent cela peu ou pas important.

**Obtenir un travail proche de son lieu de vie** est à l'inverse la proposition qui suscite **le moins d'adhésion** (20% des gens y accordent peu ou pas d'importance), bien que cela reste important pour une majorité des travailleurs. **Les autres propositions suggérées aux répondants récoltent une adhésion assez importante.** Par exemple, la sécurité et la santé sont considérées comme importantes par 67% des personnes, le rythme de travail par 66% d'entre elles, la sécurité de l'emploi par 66% également, et le salaire et les avantages par 60% des répondants.

Le salaire et les avantages (Comité d'entreprise, mutuelle, tickets restaurants..)

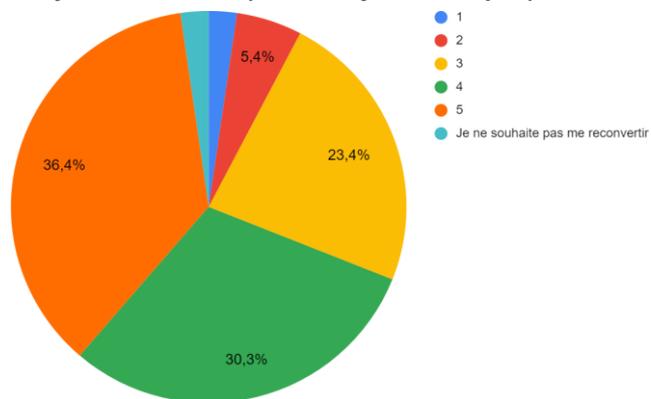


Les conditions de sûreté et les implications en termes de santé

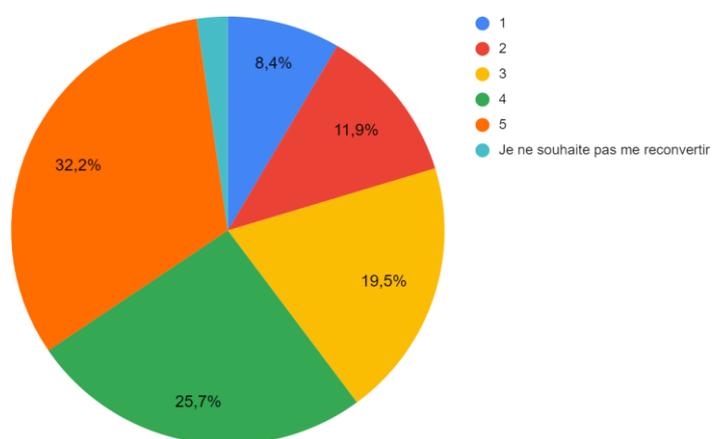




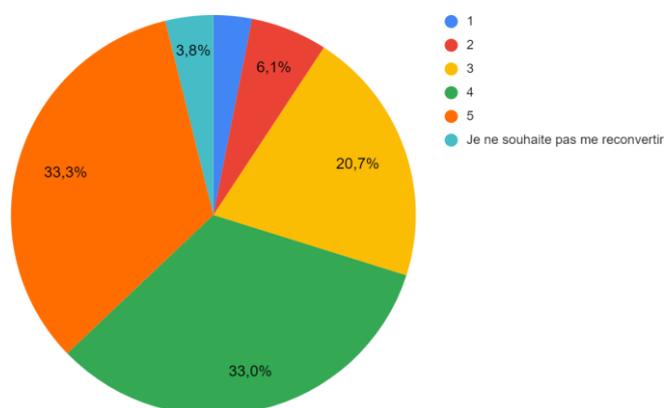
**Le rythme de travail (horaires, jours de repos)**



**Une localisation proche de votre lieu de vie actuel**

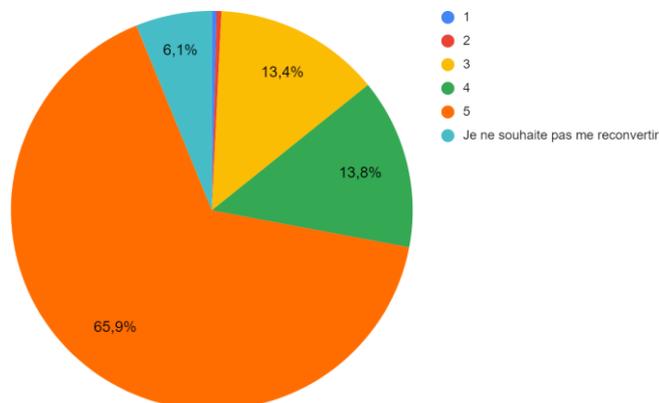


**La sécurité de l'emploi (durée/type de contrat, stabilité du secteur, etc.)**

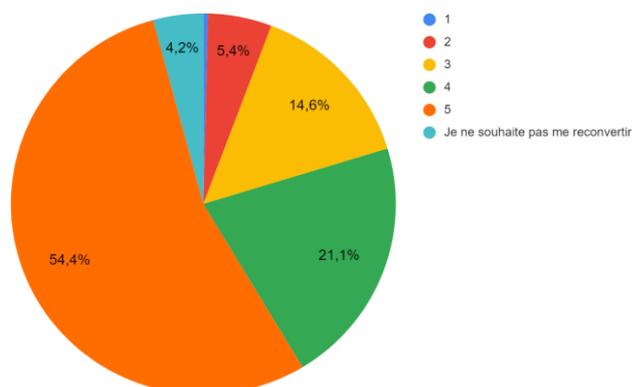




### Un poste qui me plaît



### Un travail utile et qui a du sens pour moi / la société



**Pour les femmes de notre échantillon, le niveau d'exigence pour l'ensemble des critères mentionnés ci-dessus est plus élevé** (la santé et la sécurité sont importantes pour 75% d'entre elles, un rythme de travail correct pour 71%, un travail qui plaît pour 80%).

**Si vous pouviez être formé et accompagné pour travailler dans un autre secteur de l'énergie, quel type de domaine vous intéresserait-il ?**

Parmi les sept possibilités suggérées aux répondants dans l'éventualité où ils pourraient être formés et accompagnés pour travailler dans un autre secteur de l'énergie, trois d'entre elles suscitent une **adhésion relativement forte** : la capture et le stockage du carbone, l'éolien en mer et la géothermie.

**59% des personnes interrogées envisageraient la géothermie** (et 33% l'envisageraient fortement), **53% se verraient bien travailler dans la capture et le stockage de carbone** (et 30% fortement) et **50% dans l'éolien en mer** (et 27% fortement).

A l'inverse, **l'éolien terrestre, le renforcement des réseaux électriques, le photovoltaïque et les technologies liées aux batteries attirent peu** l'échantillon de répondants.

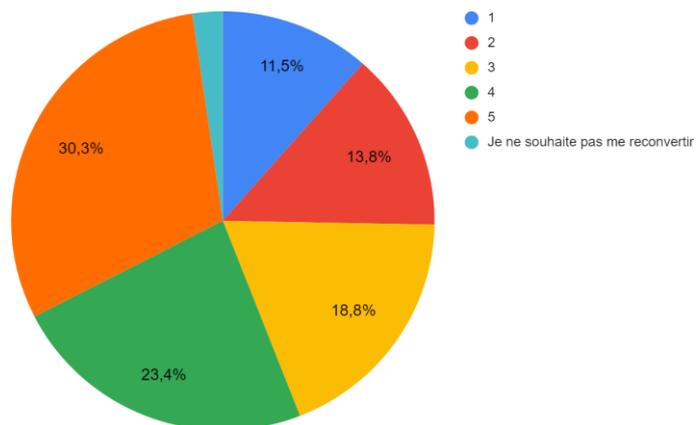
L'éolien terrestre, par exemple, est moins plébiscité que son équivalent maritime, avec 36% des personnes interrogées qui se verraient y travailler mais aussi 39% qui se verraient peu ou pas du tout s'y reconvertir. Le



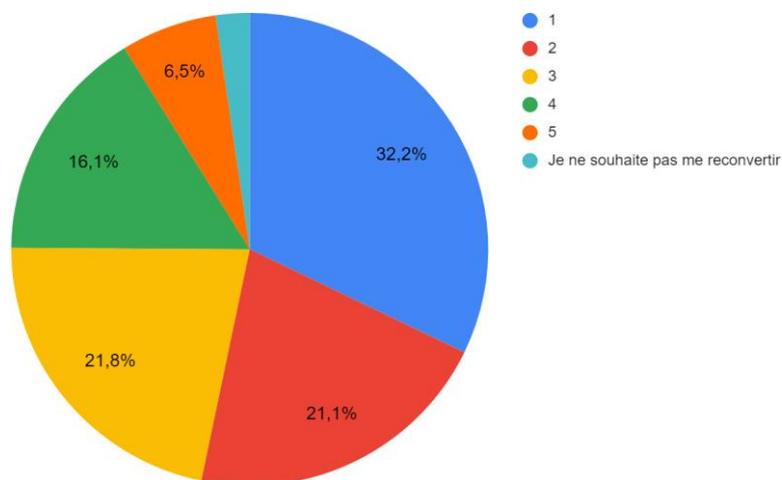
photovoltaïque et les technologies liées aux batteries se situent à peu près dans les mêmes ordres de grandeur que l'éolien terrestre, et obtiennent l'un et l'autre la même proportion de personnes intéressées par une reconversion dans le secteur (34%) que de personnes y étant défavorables (39%).

Quant au domaine du **renforcement des réseaux électriques**, il suscite le plus fort rejet, avec 53% se voyant peu ou pas franchir le pas de la reconversion dans le domaine.

#### Capture et stockage de carbone



#### Renforcement des réseaux électriques

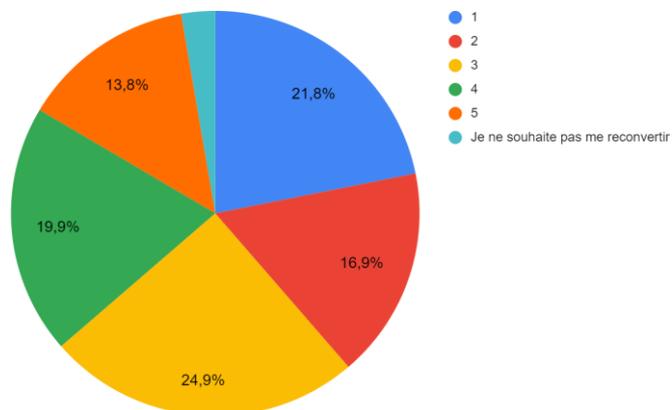


# POUR UNE TRANSITION JUSTE

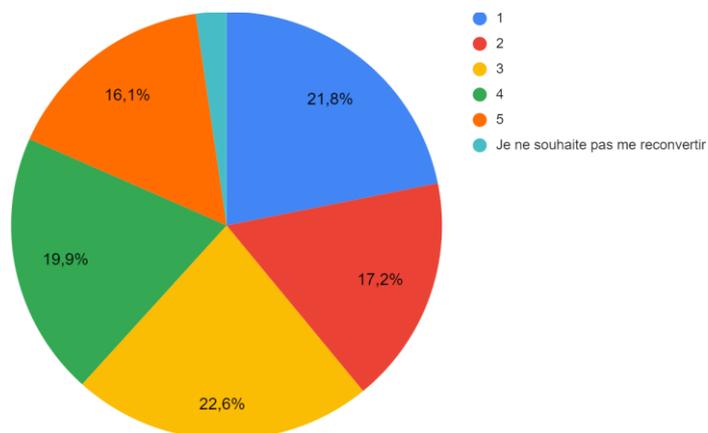
VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



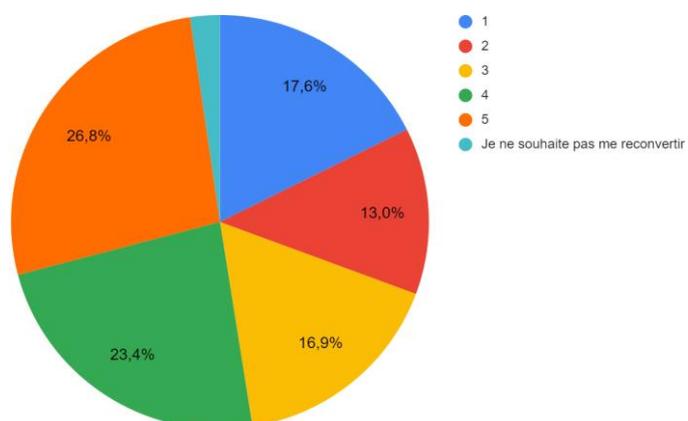
## Photovoltaïque



## Eolien terrestre

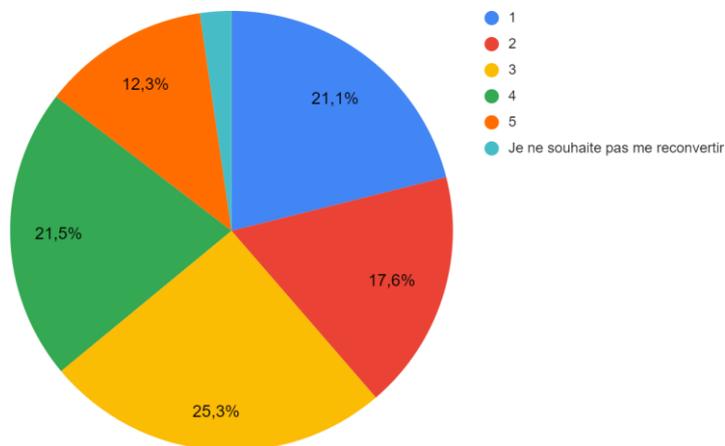


## Eolien en mer

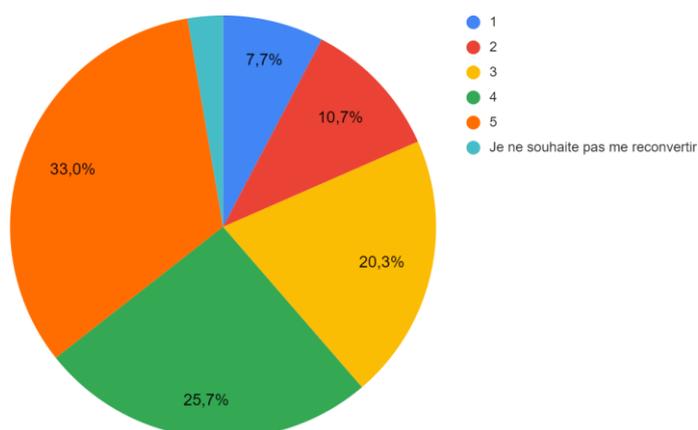




### Technologies liées aux batteries



### Géothermie





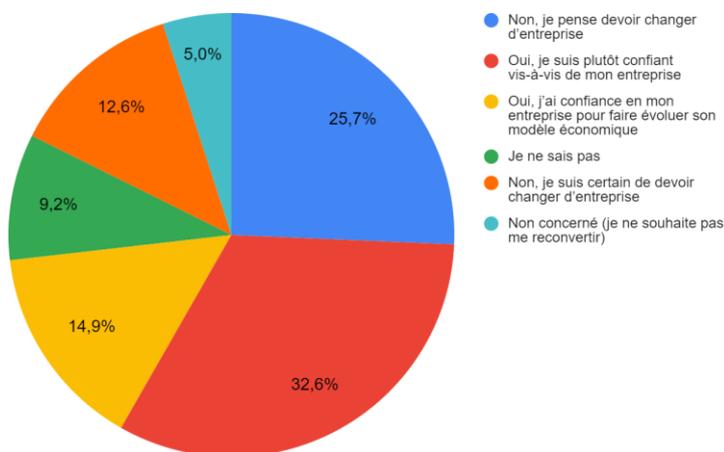
Intérêt par secteur en fonction du domaine d'activités et de la profession

Secteurs de reconversion proposés // Catégories de l'échantillon	CCS	Géothermie	Eolien en mer	Eolien terrestre	Batteries	Photovoltaïque	Renforcement des réseaux électriques
<b>Total général</b>	<b>55% prêts</b> (26% pas prêts)	<b>60% prêts</b> (19% pas prêts)	<b>52% prêts</b> (31% pas prêts)	<b>36% prêts</b> (40% pas prêts)	<b>34% prêts</b> (40% pas prêts)	<b>34% prêts</b> (39% pas prêts)	<b>23% prêts</b> (55% pas prêts)
<b>Exploration &amp; production</b>	<b>52% prêts</b> (18% pas prêts)	<b>57% prêts</b> (21% pas prêts)	<b>62% prêts</b> (21% pas prêts)	<b>36% prêts</b> (40% pas prêts)	<b>32% prêts</b> (43% pas prêts)	<b>33% prêts</b> (43% pas prêts)	<b>22% prêts</b> (57% pas prêts)
<b>Transport &amp; stockage</b>	<b>54% prêts</b> (38% pas prêts)	<b>52% prêts</b> (26% pas prêts)	<b>36% prêts</b> (54% pas prêts)	<b>28% prêts</b> (57% pas prêts)	<b>25% prêts</b> (47% pas prêts)	<b>31% prêts</b> (44% pas prêts)	<b>31% prêts</b> (48% pas prêts)
<b>Raffinage &amp; pétrochimie</b>	<b>58% prêts</b> (19% pas prêts)	<b>64% prêts</b> (16% pas prêts)	<b>46% prêts</b> (36% pas prêts)	<b>39% prêts</b> (38% pas prêts)	<b>41% prêts</b> (32% pas prêts)	<b>31% prêts</b> (37% pas prêts)	<b>20% prêts</b> (54% pas prêts)
<b>Ingénieurs</b>	<b>65% prêts</b> (19% pas prêts)	<b>65% prêts</b> (15% pas prêts)	<b>54% prêts</b> (26% pas prêts)	<b>37% prêts</b> (34% pas prêts)	<b>40% prêts</b> (32% pas prêts)	<b>31% prêts</b> (39% pas prêts)	<b>23% prêts</b> (48% pas prêts)
<b>Chefs de projet</b>	<b>59% prêts</b> (18% pas prêts)	<b>76% prêts</b> (12% pas prêts)	<b>61% prêts</b> (33% pas prêts)	<b>50% prêts</b> (39% pas prêts)	<b>39% prêts</b> (34% pas prêts)	<b>47% prêts</b> (53% pas prêts)	<b>16% prêts</b> (78% pas prêts)
<b>Opération</b>	<b>38% prêts</b> (34% pas prêts)	<b>52% prêts</b> (24% pas prêts)	<b>35% prêts</b> (41% pas prêts)	<b>13% prêts</b> (62% pas prêts)	<b>20% prêts</b> (58% pas prêts)	<b>17% prêts</b> (72% pas prêts)	<b>20% prêts</b> (65% pas prêts)
<b>Maintenance &amp; inspection</b>	<b>54% prêts</b> (40% pas prêts)	<b>33% prêts</b> (34% pas prêts)	<b>40% prêts</b> (53% pas prêts)	<b>20% prêts</b> (47% pas prêts)	<b>27% prêts</b> (47% pas prêts)	<b>40% prêts</b> (26% pas prêts)	<b>40% prêts</b> (46% pas prêts)

*Légende :* Pour chaque catégorie, sont classées comme « *prêtes* » les personnes ayant répondu 5/5 (« *très intéressé* ») ou 4/5 à la question : « *Si vous pouviez être formé et accompagné pour travailler dans un autre secteur de l'énergie, le domaine suivant vous intéresserait-il ?* ». À l'inverse, sont classées comme « *pas prêtes* » les personnes ayant répondu 1/5 (« *pas intéressé* ») ou 2/5.

**Pensez-vous qu'il est possible de vous reconverter en restant dans votre entreprise ?**

**Les répondants sont très partagés quant à la possibilité de se reconverter (dans d'autres énergies) au sein de leur entreprise actuelle.** 48% des personnes interrogées sont confiantes concernant cette possibilité (15% ont même une confiance sans réserve) tandis que 43% estiment plutôt devoir changer d'entreprise (13% en sont même certaines).



Les personnes travaillant dans le raffinage et la pétrochimie sont légèrement plus confiantes envers leur entreprise (51% pensent pouvoir se reconverter en restant dans leur entreprise contre 35% qui pensent l'inverse), celles exerçant dans l'exploration-production sont dans la moyenne et celles exerçant dans le transport-stockage-distribution sont un peu plus dubitatives (50% contre 45%). Les ingénieurs sont plutôt dans la moyenne (46% pensent pouvoir rester contre 40% qui pensent l'inverse). Les commerciaux (67% contre 33%), les managers de projets (66% contre 28%), le personnel administratif (60% contre 30%) et les personnes travaillant dans la R&D et l'innovation (56% contre 44%) sont optimistes sur leur capacité à se reconverter en interne. A l'inverse, les personnes travaillant dans la construction (20% contre 70%), les opérations (47% contre 50%) et la maintenance et inspection (46% contre 47%) sont davantage à penser qu'elles devront quitter leur entreprise.

Les professions intermédiaires et les employés et ouvriers sont moins confiants que la moyenne envers leur entreprise. Les employés et ouvriers ne sont que 30% à penser qu'il est possible de se reconverter en interne tandis que 45% d'entre eux estiment devoir partir (et 25% en sont même certains), alors que 25% ne savent pas. Chez les professions intermédiaires, le constat est encore plus sévère (30% pensent pouvoir rester, 9% ne savent pas et 61% pensent devoir partir). Au sein de ces deux populations, on compte donc davantage de personnes étant convaincues de devoir quitter leur entreprise que l'inverse et également en comparaison aux cadres et ingénieurs.

Les personnes travaillant pour des majors sont beaucoup plus confiantes en leurs capacités de reconversion interne (62% contre 33% pensant l'inverse et 5% d'incertaines) que celles travaillant chez des parapétroliers/paragaziers (45% contre 43% pensant l'inverse et 12% d'incertaines).

Les hommes et les femmes pensent à proportion égale pouvoir se reconverter en restant dans leur entreprise (50%) mais les hommes sont plus nombreux que les femmes à penser devoir partir (44% des hommes contre 33% des femmes) et les femmes plus incertaines (17% des femmes contre 7% des hommes).

*Si vous pouviez être formé et accompagné pour travailler dans un autre secteur que celui de l'énergie, quel type de domaine vous intéresserait ? (239 personnes)*

Interrogés sur l'éventualité de se reconverter dans un autre secteur que l'énergie au cas où elles bénéficieraient de formation et d'accompagnement, les répondants envisagent plus aisément la recherche-innovation ou l'industrie-construction que l'agriculture-pêche, l'artisanat ou les services et le commerce.

La recherche et l'innovation suscitent la plus forte approbation, avec 48% des personnes interrogées qui sont intéressées par une reconversion dans ce domaine, la moitié étant même très stimulée par cette perspective. Seuls 28% des répondants se voient peu ou pas évoluer dans ce domaine. Ce chiffre peut probablement s'expliquer par la forte dominante d'ingénieur.e.s dans notre échantillon. L'industrie et la construction semblent également être

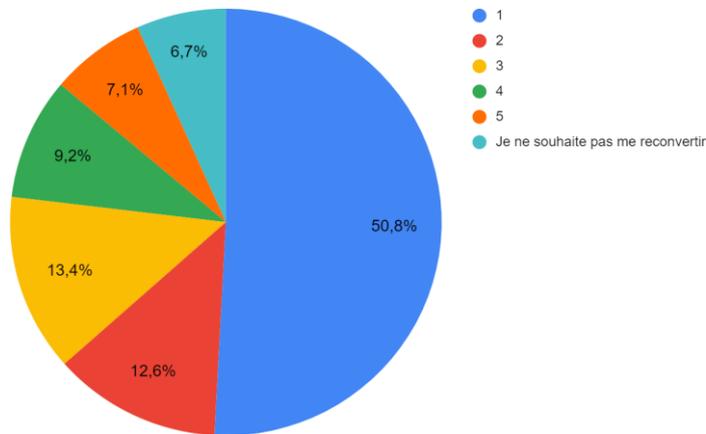


des domaines de reconversion plutôt attirants pour les répondants. 40% sont intéressés par ces secteurs, qui génèrent toutefois un rejet supérieur, avec 36% des personnes étant peu ou pas intéressées par une reconversion dans cette voie.

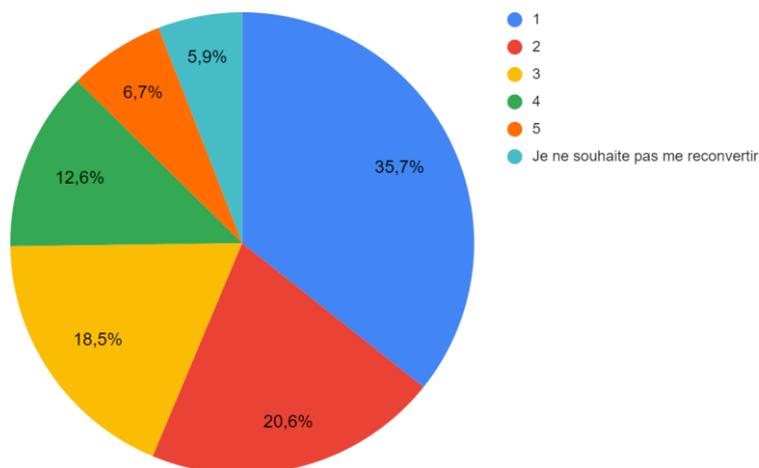
Les autres secteurs font principalement l'objet d'un désintérêt. Si le commerce et les services obtiennent un rejet modéré (56% des répondants y sont peu ou pas intéressés), **l'artisanat (62% peu ou pas intéressés, dont la majorité ne sont pas du tout intéressés) et surtout l'agriculture-pêche (71% peu ou pas intéressés, comprenant 51% de pas du tout intéressés) sont fortement écartés.**

Il est à noter qu'**aucun de ces secteurs suscite l'adhésion de plus de la moitié des personnes interrogées**, ce qui semble suggérer soit que la majorité d'entre elles pourraient envisager une **reconversion dans un domaine non évoqué** (une cinquantaine de personnes témoignent d'ailleurs dans une question ultérieure d'autres domaines d'activité au sein desquels elles envisagent une reconversion), soit que la majorité d'entre elles **restent réservées quant à la perspective de se reconvertir hors du domaine de l'énergie** (toutefois, pour chacun des 5 secteurs précités, l'option "Je ne souhaite pas me reconvertir" ne fait l'objet que d'environ 6% des réponses).

### Agriculture - pêche



### Artisanat

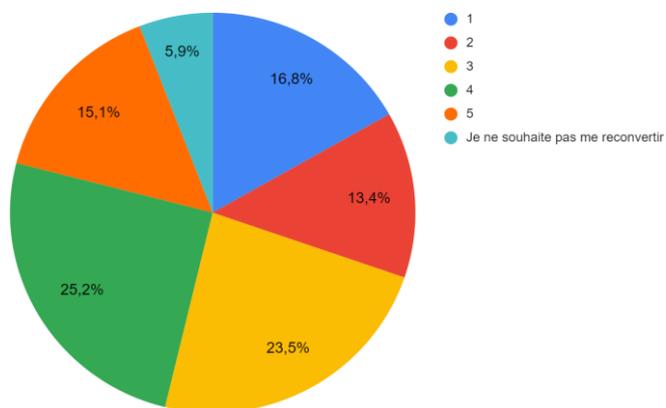


# POUR UNE TRANSITION JUSTE

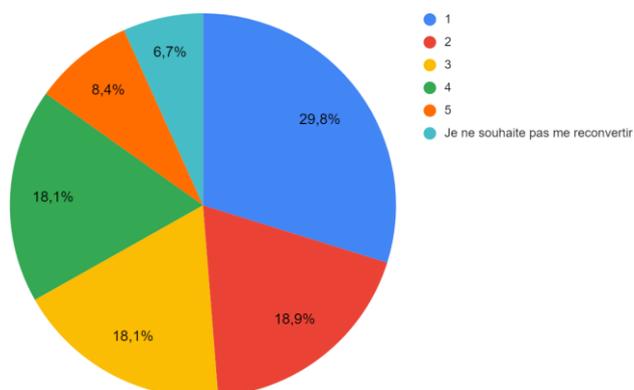
VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



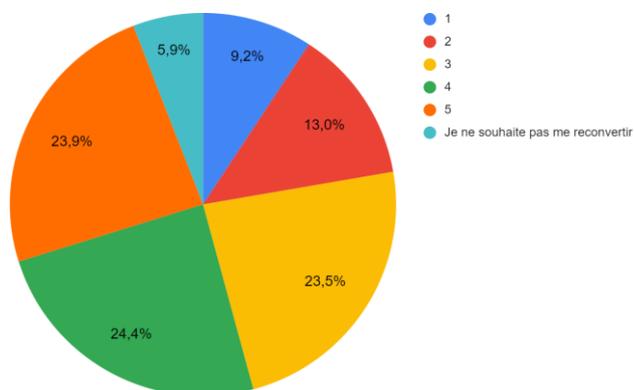
## Industrie - Construction



## Commerce - services



## Recherche - Innovation



## POUR UNE TRANSITION JUSTE

VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR-SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



*Je suis intéressé par un tout autre secteur qui n'est pas mentionné dans la question précédente (46 réponses)*

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant d'apparition) :

- Transition écologique
  - Méthanisation
  - Hydrogène
  - Recyclage / tri des déchets
  - Biocarburants
  - Chimie biosourcée
  - Hydroélectricité
  - Développement durable et RSE : compatibilité carbone, analyses de cycle de vie, conseil (stratégie), analyses prospectives (scénario énergétiques/économiques), développement de projets décarbonés/résilients, préparation/adaptation au changement climatique
  - Réduction besoins en énergie
  - Protection de la biodiversité
  - Permaculture
  - Réparation
- Education
- Industrie pharmaceutique / cosmétique
- Agroalimentaire
- Traitement de l'eau

Autres catégories de réponses mentionnées :

- Viticulture
- Bien-être animal
- Drone
- Poursuivre une activité techno-scientifique plutôt que business
- Business analysis
- Data science
- Défense
- Spatial
- Edition
- Déconstruction automobile/construction
- Tourisme
- Conseil
- Secteur associatif / philanthropique
- Exploration aquatique
- Démocratie
- Santé
- Social
- Justice
- Météorologie
- Relations publiques internationales
- Urbanisme
- Dragage

*Pourquoi souhaitez-vous continuer à travailler dans le secteur pétrolier et gazier ? (66 réponses)*



Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- C'est l'industrie pétrogazière qui dispose des moyens les plus appropriés pour réaliser la transition (compétences techniques, taille économique)
- Secteur passionnant techniquement
- Salaires et conditions de travail très favorables
- Beaucoup d'opportunités professionnelles, notamment en lien avec la transition énergétique du secteur
- On aura encore besoin de pétrole/gaz pendant des années
- L'industrie pétrogazière a déjà entamé la transition énergétique / écologique
- Trop vieux / proche de la retraite
- J'ai été formé pour ça / je ne sais pas ce que je ferais autrement
- Je suis plus utile à l'intérieur de l'industrie, pour freiner les plus mauvais projets

*Témoignage 1 : "J'ai choisi ce secteur parce qu'il est fascinant, de complexité, de grandeur, de but à portée mondiale. Encore récent dans le domaine (2 ans), j'ai beaucoup à apprendre et j'espère pouvoir vivre à l'étranger en expatriation ou en mission, ce qui n'est pas évident avec tous les secteurs d'activité. Enfin, l'aspect salarial compte pour moi et ce domaine apporte des avantages que n'ont pas certains de mes anciens camarades d'école".*

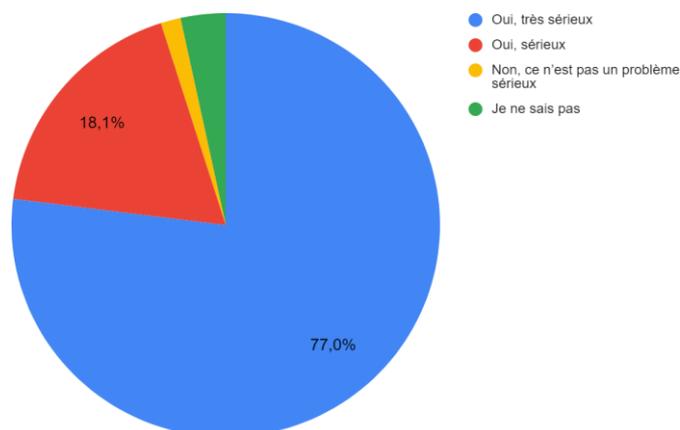
*Témoignage 2 : "Dans ce domaine, il y a beaucoup de personnes qui ont des compétences notamment techniques pour trouver les solutions de demain en ce qui concerne la création d'énergie. Nous avons besoin de trouver des solutions énergétiques durables et respectueuses de notre planète. C'est aussi un secteur dans lequel il y a de quoi faire des investissements. En travaillant dans le secteur pétrolier et gazier, on peut essayer d'influencer à notre niveau les actions pour la transition énergétique, que ce soit les financements de projets durables, l'innovation et le développement des compétences".*

### Section III : Le secteur pétrolier et gazier face au changement climatique

#### A - Votre rapport au changement climatique

*À titre personnel, considérez-vous que le changement climatique est un problème sérieux ?*

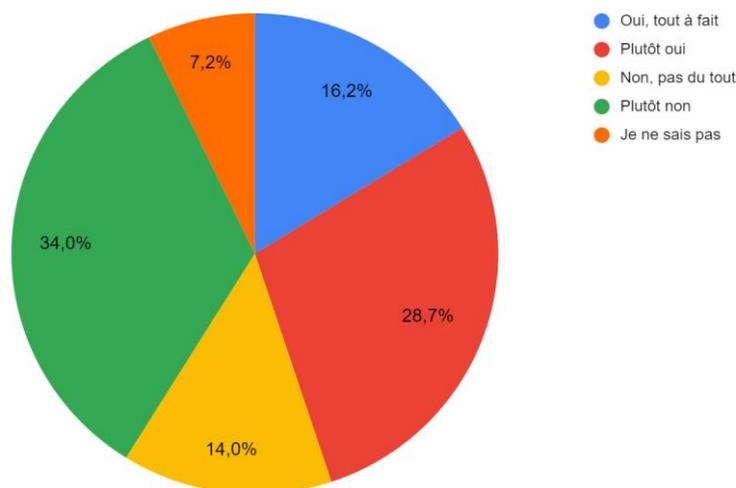
**Une grande majorité des personnes interrogées considèrent le changement climatique comme un problème.** Il est considéré comme "sérieux" par 18% des répondants et comme "très sérieux" par 77% d'entre eux. Sur 266 personnes, seules 4 ne considèrent pas le sujet comme un problème sérieux et 9 disent ne pas avoir d'avis sur la question. Les travailleurs de l'industrie pétro-gazière ayant répondu à notre questionnaire affichent donc un fort degré de conscience des problèmes liés au changement climatique.





**100% des moins de 25 ans et 99% des 25-35 ans estiment qu'il s'agit d'un problème.** Les personnes travaillant dans les secteurs de l'exploration-production et du transport-stockage-distribution sont légèrement moins convaincues (92%) du fait qu'il s'agit d'un problème que la moyenne, tandis que **dans le raffinage-pétrochimie (98%) cette conviction est très élevée.**

*Pensez-vous que le changement climatique et les politiques publiques (nationales et internationales) mises en place pour lutter contre celui-ci menacent votre emploi ?*



**Les travailleurs de l'industrie interrogés sont très partagés** quant au risque que le changement climatique et les politiques menées pour lutter contre celui-ci **menacent leur emploi**. Ils sont une **légère majorité (48%) à penser que ce n'est pas le cas** (34% sont plutôt de cet avis et 14% sont totalement de cet avis), mais **45% pensent que leur emploi est bel et bien menacé** par ces transformations (16% en sont même convaincus).

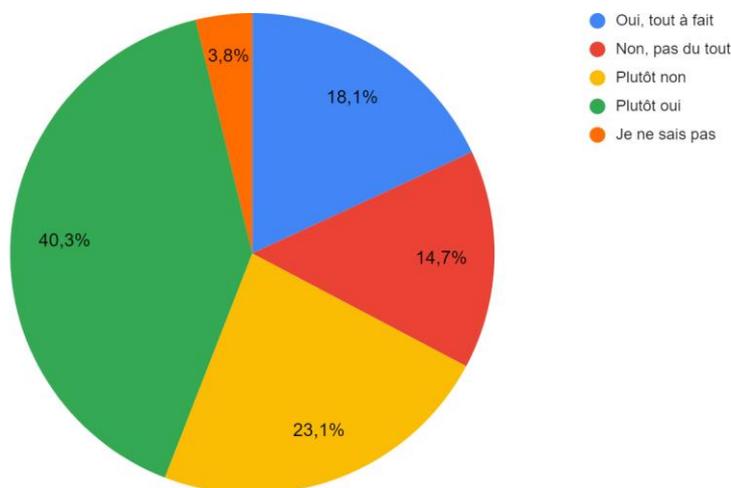
**Les personnes travaillant dans le transport-stockage-distribution sont beaucoup plus inquiètes pour leur emploi** (64% se sentant menacés et 31% pensant le contraire) que celles exerçant dans l'exploration-production (37% contre 60%) et dans le raffinage-pétrochimie (37% contre 40%).

**Plus les gens sont âgés, plus ils craignent que leur emploi soit menacé** par le changement climatique et les politiques de transition. 33% des moins de 25 ans, 39% des 25-35 ans, 47% des 35-50 ans et 50% des plus de 50 ans se sentent menacés. Par ailleurs, **57% des employés et ouvriers pensent que leur emploi est menacé** par le changement climatique, ce qui est de **12 points supérieur à la moyenne des répondants**. **Les femmes de notre échantillon sont moins inquiètes que la moyenne** : 54% pensent que leur emploi n'est pas menacé contre 37% qui pensent que c'est le cas.

## B - Votre vision de l'entreprise et de la puissance publique dans la transition

*Pensez-vous que votre entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux ?*

**La majorité des personnes interrogées (58%) jugent que leur entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux**, même si les  $\frac{2}{3}$  d'entre eux adhèrent à cette idée **avec nuance** ("plutôt"). 38% des répondants estiment l'inverse, mais **seuls 15% du total estiment que leur entreprise ne prend pas du tout au sérieux** les questions de changement climatique et de lutte contre celui-ci.



**50% seulement des 25-35 ans sont d'accord** avec cette affirmation contre 61% des 35-50 ans et 60% des plus de 50 ans.

**Quand on se penche sur le type de structure, les personnes travaillant pour des majors sont plus nombreuses** à estimer que leur entreprise prend la lutte contre le changement climatique au sérieux (69% des répondants le pensent et 29% pensent que c'est fortement le cas) que ceux des entreprises parapétrolières/paragazières (53% le pensent et 29% pensent que c'est fortement le cas). Le domaine du **transport-stockage-distribution comporte la plus grande concentration de travailleurs estimant que leur entreprise prend les enjeux du changement climatique au sérieux** (63%), suivi de la raffinerie-pétrochimie (60%) et de l'**exploration-production, dont à peine plus de la moitié des travailleurs approuve cette idée** (53%).

En matière de métiers, la proportion d'ingénieurs qui pensent que leur entreprise prend au sérieux cette question est légèrement plus faible que la moyenne (54%). **Chez les personnes opérant dans la construction, une seule personne sur les 10 répondants estime que c'est le cas de son entreprise.** A l'inverse, sur les 17 personnes qui exercent comme **chefs de projet, 14 pensent que leur entreprise prend au sérieux cet enjeu.**

**Les femmes de notre échantillon sont moins critiques envers leur entreprise,** avec 63% d'entre elles qui pensent que leur entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux et seulement 11% qui pensent qu'elle ne le fait pas du tout.

***Si [vous estimez que votre entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux], que met-elle en place pour faire évoluer son modèle économique ? (93 réponses)***

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Diversification des activités vers énergies renouvelables (éolien, solaire, conversion biomasse deuxième génération)
- R&D (EnR, CCUS,...)
- Développement du gaz vert/renouvelable/biogaz et de l'hydrogène
- Amélioration de l'efficacité des procédés (usage réduit/recyclage de l'eau, valorisation des co-produits, recyclage du plastique, conception pétrolière plus responsable dans le contrôle des émissions de GES et de CH4)
- Engagement à la neutralité carbone
- Développement de technologies de CCUS
- Quelques réserves : pas de transition assez rapide, surtout de la com



- Croissance externe vers les EnR (rachat d'entreprises)
- Adaptation (ou anticipation) aux normes environnementales
- Formations et sensibilisations sécurité-environnement
- Un think tank pour évaluer les nouvelles pistes de développement

***Si [vous n'estimez PAS que votre entreprise prend le changement climatique et la lutte contre celui-ci au sérieux], que devrait-elle faire selon vous ? (48 réponses)***

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Développement d'activités de production d'énergie nouvelles / accélérer la diversification (hydrogène, éolien, centres de méthanisation, gaz vert)
- Investir dans la reconversion des compétences des travailleurs (ex départements entiers dédiés aux EnR où l'on recrute en masse des gens déjà formés à ça et qui peuvent transmettre leurs connaissances aux travailleurs de l'industrie O&G)
- Arrêter les forages / Couper l'exploration d'hydrocarbures
- Changer radicalement de modèle économique (et déverrouiller les freins réglementaires : ex. régulateur de l'énergie pour GRDF)
- Ne pas répondre à des appels d'offre à fort impact environnemental
- Investir en R&D

Autres catégories de réponses mentionnées :

- Jouer le rôle d'aiguillage des mesures techniques à mettre en oeuvre (par la connaissance du secteur et les capacités d'investissement) en collaboration avec les pouvoirs publics (et particulièrement l'ADEME) qui définiraient la législation et les investissements publics en lien avec les besoins concrets de l'industrie.
- Ambition de réduction en absolu et pas en relatif (intensité carbone)
- Définir une stratégie de réduction des GES à court/moyen terme
- Coordination avec les autres acteurs de l'industrie (pas juste au niveau de l'entreprise)
- Forage en géothermie
- Démantèlement des anciennes plateformes
- Transport de CO2
- Stockage CO2 en mer
- Recyclage
- Moins rétribuer les actionnaires pour davantage investir
- Légiférer (les majors ne feront rien)
- Sensibiliser l'opinion (réduction de conso)
- Rien, c'est dans l'O&G qu'on gagne de l'argent / Trop tard
- Attendre d'avoir du recul (au moins un an ou deux)

***Selon vous, à quoi pourraient ressembler des politiques de décarbonation ou des mesures de reconversion pour votre secteur ? (79 réponses)***

Principales catégories de réponses (par ordre décroissant de récurrence) :

- Enjeu de reconversion/transition des compétences et des emplois : formations, bilans de compétence pour tous les salariés (compétences à mettre à jour par rapport aux formations d'il y a 20 ans), recruter des spécialistes des EnR (par ex 20% au départ) et les faire former le reste du personnel progressivement, restaffer les travailleurs du O&G sur des EnR appropriées en fonction de leurs compétence, obligation à la formation/reconversion des employés qui voient leur métier disparaître



- Normes restrictives sur les consommations nationales et sur les émissions induites par les importations / Taxe carbone (connue d'avance et croissante) / Tarification du prix du CO2 (mondiale), taxation des carburants marins (fuel lourd, diesel marin ...)
- Diminuer l'empreinte environnementale directe de l'industrie : recyclage et traitement industriel des déchets, usage de plastiques biosourcés dans la pétrochimie, vraies mesures de sanction si les plateformes pétrogazières ne sont pas recyclées après usage, compensation par stockage de CO2 au moins à hauteur des émissions directes et induites (contenues dans la production de pétrole ou de gaz), obligations d'alimentation en électricité verte (câble depuis la terre, source éolienne à proximité, panneaux solaires sur les plateformes) plutôt que de brûler son gaz, obligations de s'équiper en flottes de véhicules et bateaux avec des carburants plus durables (GNL), reconverter les raffineries existantes pour qu'elles produisent à partir de déchets, tout nouveau projet doit anticiper le recyclage du produit à moindre coût énergétique sinon ce n'est pas une solution, politiques de contrôle fiable des émissions des industries (mais appliquées partout dans le monde), prise en compte des externalités des entreprises, favoriser les économies et la réutilisation plutôt que de nouvelles constructions, investissement massif dans les procédés peu émissifs (MTD).
- Limiter la demande globale en énergie carbonée : baisse de la demande en énergie des clients (sensibilisation, alternatives de transports et de chauffage), soutien financier aux produits écolos (exemple électroménager), limiter les déplacements de la population (loisirs), quotas de consommation, favoriser les économies d'énergie, isolation thermique
- Se reconverter dans les EnR : hydrogène (stratégie claire) / stockage électricité, géothermie, piles / batteries, éolien (offshore surtout), géothermie, photovoltaïque, aide au développement de la propulsion à hydrogène faiblement carboné
- Se mettre aux CCUS (ex stockage de CO2 en sous-sol, capture de carbone dans réservoirs)
- Soutenir financièrement la reconversion vers les EnR : aider financièrement les projets rentables d'énergies renouvelables, pénaliser financièrement si le taux de contrat vers les énergies fossiles dépasse un seuil, limiter les abus du crédit impôt-recherche, changer le système financier, récompenser financièrement les entreprises qui innovent dans le bon sens / subventions publiques, aides aux projets utiles et aux reconversions
- Arrêter net certains secteurs : stopper le GNL, le gaz de schiste, les méthaniers (super tanker), abandonner les dérivés du pétrole, arrêt des financements de nouveaux projets pétroliers en mer, arrêter de torcher le gaz produit, sanctuarisation de certains bassins pétroliers, bannir le fuel lourd

Autres catégories de réponses mentionnées :

- Fusionner avec des sociétés d'EnR (pour créer des passerelles) : racheter une filiale d'un groupe, acheter un groupe éolien...
- Projets d'infrastructures publiques / Investissements stratégiques de l'Etat en concertation avec les entreprises
- Restructuration en pôles de R&D
- Imposer le GNL pour le transport maritime
- Offres d'emploi attrayantes dans EnR
- Privilégier la production d'énergie ultra-locale aux grands groupes
- S'inspirer de la Norvège
- Mix énergétique intelligent (ex ne pas trop vite délaisser le gaz pour le logement sinon risque d'être pire écologiquement)
- Forcer les entreprises à stocker le CO2
- Mettre en valeur le gaz via le LNG
- Développer le nucléaire

*Témoignage 1 : "Décarbonation : le sujet est très complexe et il est difficile pour moi d'imaginer des politiques "globales" qui s'appliqueraient à tous. Je pense néanmoins que des politiques de contrôles fiables des émissions des industries ne peuvent être que bénéfiques ... si elles sont bien appliquées de la même façon partout, sous peine de pénaliser trop fortement la compétitivité de nos industries françaises/européennes. Sinon je pense que l'on devrait initier d'autant plus de politiques d'information et d'éducation sur le sujet. Ne misons pas tout sur la loi ou les nouvelles technologies pour cette transition, l'évolution de notre mentalité est pour moi au moins aussi*

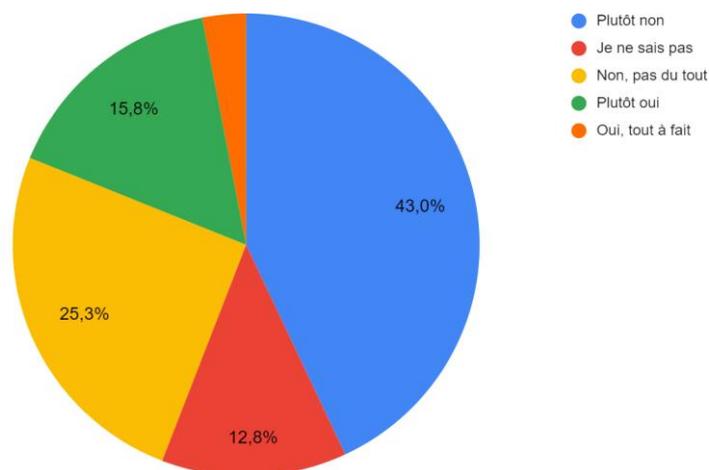


importante. Reconversion : Il me semble que le "vieux" secteur de l'oil&gas a beaucoup en commun avec de nombreuses "nouvelles" industries énergétiques. Donc en fait de reconversion, il s'agirait pour beaucoup de retrouver à quelle place du "nouveau" secteur l'expérience des travailleurs Oil&Gas pourrait être bénéfique".

Témoignage 2 : "Mesures de reconversion: des formations, des bilans professionnels/de compétences, des offres d'emploi dans des secteurs plus prometteurs ! Aujourd'hui les salariés de l'O&G sont soit dans le déni, soit dans la résignation/la crainte de l'avenir, soit essaient de se réorienter tant bien que mal en interne - c'est mon cas - mais les opportunités sont rares. Le problème est que bon nombre de salariés (les ingénieurs dans mon cas) ne sont plus à jour car ce qu'on enseigne aujourd'hui dans les écoles a changé par rapport à ce que nous avons appris : il y a des choses à rattraper, une tournure d'esprit à revisiter,..."

**Pensez-vous que les pouvoirs publics (Etat, régions) agissent suffisamment pour votre secteur ?**

**Plus des 2/3 des personnes interrogées estiment que les pouvoirs publics (Etat, régions) n'agissent pas suffisamment pour leur secteur** et 25% des répondants pensent même que ce n'est pas du tout le cas. Ils sont **seulement 8 sur 266 (3%) à totalement adhérer** à l'idée que les pouvoirs publics aident leur secteur. 13% des personnes disent ne pas savoir si les pouvoirs publics agissent ou non en faveur du secteur pétro-gazier.



**Qu'attendez-vous de l'Etat vis-à-vis de votre secteur dans le cadre de la relance post-covid et de la transition énergétique (garantie à l'emploi, mesures d'accompagnement à la reconversion...) ? (112 réponses)**

Principales catégories de réponses :

- Aides à la reconversion
  - Focale sur les ouvriers et sur le personnel d'exploitation (qui se reconvertissent moins facilement que les ingénieurs)
  - Orienter vers des métiers directement concernés et transverses (data sciences)
  - Utiliser les DIF/CPF
  - Envisager une contrainte à la conversion
  - Personnels spécialisés en interne
  - Soutien financier et matériel durant la transition pour ne pas inciter les employés à soutenir leur employeur par simple dépendance financière
  - Aides à l'entrepreneuriat
  - Priorisation des travailleurs gaziers pour les entités IEG qui se maintiendront
- Rien

# POUR UNE TRANSITION JUSTE

VISIONS ET ATTENTES DES TRAVAILLEUR·SES  
DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER EN FRANCE



- Je ne compte pas sur l'Etat
- La filière n'en a pas besoin
- Taxations plus forte des biens et services émetteurs de GES
  - Taxes sur la consommation : taxe carbone (y compris aviation)
  - Taxes sur les industries polluantes
  - Ne pas utiliser le produit des taxes sur le pétrole pour subventionner les voitures électriques (terrible) mais pour subventionner les producteurs d'électricité
- Soutien au développement d'alternatives
  - Soutien à l'innovation
  - EnR
  - Mobilité douce
  - Soutien à une vraie filière éolienne offshore (tarif de rachat d'électricité plus avantageux, facilitation des permis d'obtention des fermes d'éoliennes offshore...)
  - Inciter à la sobriété énergétique
- Ne pas abandonner le secteur O&G
  - Maintien de l'emploi ou garanties de revenus
  - Ne pas abandonner le secteur sinon problèmes de sécurité des installations (perte de compétences)
  - Sécuriser les fins de carrière
  - Arrêter de stigmatiser le secteur du pétrole (qui n'est pas le seul à polluer et dont on a encore besoin)
- Politiques d'Etat volontaristes et vraiment au service de la transition
  - Grands appels d'offre de l'Etat
  - Aides d'Etat réellement au service des emplois et de la reconversion (plutôt que pour les dividendes des entreprises)
  - Conditionnalité des aides post-Covid à l'industrie O&G
  - La sauvegarde de l'emploi est un argument trop facile pour ne pas engager une vraie transition
  - Arrêter la financiarisation et le casse du secteur public
- Davantage de contraintes sur l'industrie
  - Obligations de résultats dans l'émission de GES
  - Imposer de vraies limites, non contournables
  - Arrêter les subventions au fossile
- Stratégie claire de transition énergétique
  - Intégrant les acteurs de l'industrie dans une démarche conjointe avec l'Etat
  - Annonces de l'augmentation du prix de l'essence sur 30 ans
  - Décroissance maîtrisée
- Stratégie d'indépendance énergétique
  - Ne pas se vendre aux puissances étrangères
  - Penser « français » pour les études d'ingénieries
- Réorienter l'industrie vers la transition énergétique
  - Compétences humaines
  - Reconvertir les installations de raffinage en traitement des déchets
  - S'assurer que le coût de la mutation du secteur ne se fasse pas au détriment des salariés
- Effort international
  - Réglementations européennes ou mondiales en plus de l'Etat
  - Les pays pétroliers en développement doivent aussi prendre des mesures mais ils sont trop dépendants de ces industries (rentes, corruption...)

Autres catégories de réponses mentionnées :

- Suivi des recommandations industrielles plutôt que mesures déconnectées du terrain
- Ecouter d'abord les syndicats représentatifs (ex filière gaz)
- Respect des mesures de la Convention Citoyenne pour le Climat
- Sortir de l'UE
- Exécution des gilets jaunes
- Laisser le marché s'autoréguler



- Libéralisation
- Un suivi plus strict des Certificats d'Economies d'Energies (beaucoup d'argent gaspillé par manque de cadrage)
- Ne pas bannir le gaz des logements neufs
- Encourager une société fondée sur la solidarité et non sur le profit
- Primes de télétravail (électricité, chauffage, bureau, chaise de bureau...)

*Témoignage 1 : "Nous avons beaucoup de mal à recruter. Si on perd trop de compétences, on va finir par avoir des accidents graves (incendies, accidents, pollutions, ruptures d'approvisionnement stratégique, etc.). Il ne faut pas abandonner le secteur pétrolier, sinon l'état des installations va devenir problématique".*

*Témoignage 2 : "Je n'attends pas de l'Etat qu'il sauve mon emploi ou aide mon secteur d'activité. J'attends de l'Etat qu'il prenne des décisions radicales pour ralentir le changement climatique. Les entreprises s'adapteront d'elles même. L'argument de la sauvegarde de l'emploi ou de l'activité est à mon avis trop souvent une excuse pour ne rien faire. La mondialisation tue des emplois pour de mauvaises raisons. L'écologie, si elle en détruisait, ce que je ne crois pas forcément, aurait au moins le mérite de le faire pour une bonne cause".*

*Témoignage 3 : "Fixer des objectifs chiffrés et mesurer le respect de ces objectifs de carbonation de la production énergétique (cf jugement de Shell aux Pays-Bas)"*

*Témoignage 4 : "Du pragmatisme. Le pétrole/gaz ne va pas disparaître du jour au lendemain. Qu'il accompagne la transition sans être gâché. Un plan énergétique qui tient la route (baisse de la consommation, amélioration énergétique...). Une taxe carbone juste sans dérogations, sans le système des quotas européen défaillant et avec une redistribution des gains vers les citoyens directement ou de vrais investissements (isolation des logements, transport en commun performants...) L'arrêt des mesures démagogiques comme l'interdiction de production sur le territoire national alors qu'aucune politique n'est engagée pour réduire notre dépendance à l'étranger".*

*Témoignage 5 : "Permettre la reconversion des travailleurs, notamment opérationnels (ouvriers en raffinerie) dans d'autres secteurs ou d'autres clients, notamment la chimie ou l'industrie. Les ingénieurs peuvent en général se reconverter plus facilement".*

### **Qu'attendez-vous de votre région vis-à-vis de votre secteur dans le cadre de la relance post-covid et de la transition énergétique (formations, etc.) ? (74 réponses)**

Principales catégories de réponses :

- Aide à la reconversion
  - Trouver et faciliter des débouchés avec des entreprises qui embauchent
  - Rendre plus de formations sur la transition énergétique éligibles au CPF
  - Adaptées aux secteurs qui recrutent
  - Aides à l'entrepreneuriat
- Développer les transports alternatifs (mobilité douce, transports en commun)
- Encourager la sobriété énergétique et l'information citoyenne
  - Mesures d'accompagnement aux économies d'énergie, de consommation et de mode de déplacement
  - Financer l'isolation des bâtiments pour les ménages dont le pouvoir d'achat ne leur permet pas de le faire.
  - Être exemplaire en tant que région
  - Education des enfants et des citoyens
  - Faire des campagnes d'information contre la désinformation des grandes entreprises sur la pseudo énergie verte et accompagner les consommateurs dans la réduction de leurs usages d'énergie (par exemple, ne pas sponsoriser la voiture électrique, les éoliennes en mer, les poêles à bois, les méthaniseurs...)
- Politique régionale de transition



- Appels d'offre et plans de reconversion de la région
- Réflexions et réalisation de marchés et de partenariats locaux
- Avoir suffisamment d'agents pour gérer réellement les plans de transition
- Soutenir les EnR
  - Remédier à la lenteur de validation des projets EnR (10 ans pour un projet éolien)
  - Vision sur l'aménagement du réseau électrique pour accueillir d'autres énergies : hydrogène, biogaz
  - Proposer des aides pour les investissements des clients finaux
  - Implications dans les projets d'éolien offshore dans le cadre de leurs compétences déléguées
- Soutien aux entreprises
  - Aider les entreprises qui restent sur place
  - Incitation à l'innovation
  - Dispositifs R&D

Autres catégories de réponses mentionnées :

- Soutenir les expériences de CCUS
- Recyclage / réutilisation des produits
- Financer des projets citoyens de production ultra-locale d'énergie (notamment l'électricité)
- Favoriser les opportunités professionnelles pour les femmes et pas seulement pour les hommes blancs d'âge moyen
- Arrêter de tout suradministrer et de gâcher des fonds
- Mise en oeuvre des propositions de la CCC

*Témoignage 1 : "Les régions peuvent proposer des visions sur l'aménagement de leur réseau électrique pour accueillir d'autres énergies : biogaz, hydrogène. Aujourd'hui il n'y a pas d'objectif clair d'aménagement avec des projets en cours, le moindre projet éolien en France met 10 ans à aboutir".*

*Témoignage 2 : "J'essaie de rester "employable", d'apprendre des nouvelles choses, j'ai des idées et des envies : je me dis que je vais utiliser mes nombreuses heures de CPF mais malheureusement rien de ce qui m'intéresse (formations bilan carbone, analyse de cycles de vie...) n'est éligible. Il me faut donc me tourner vers l'OPCO de mon entreprise mais je sais que faire une demande sera compliquée, pas forcément bien vue, et surtout pas du tout sûr d'aboutir".*

*Témoignage 3 : "La région peut également participer à aider les entreprises qui resteront et les employés qui devront se reconvertir. Elles peuvent également réfléchir à tout ce qui peut être fait localement, des marchés à inventer localement, des partenariats à imaginer".*